

LE MOUVEMENT OUVRIER IRANIEN

(Solidarité avec les Travailleurs en Iran)

S.S.T.I.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
L'expérience du passé	7
La naissance du Nouveau Mouvement Ouvrier	9
Le début du processus d'auto organisation ouvrière	14
Le mouvement ouvrier après l'insurrection	19
Les manoeuvres contre-révolutionnaires	26
L'occupation de l'Ambassade Américaine et la guerre Irak-Iran	32
La répression de l'été 1981	39
La riposte: 1982-1983	41
La soulèvement de 1983-1985	45
Après la gurre	51
Mouvement contestataire des ouvriers pétroliers	53
La situation actuelle	57
Grève dans le Kurdistan	63
Iran Khodro : La lutte Continue	64
Une simple vérité	65
Quelques Manifestations et Sit-ins	66
La situation des Travailleurs en Iran en 2006	69
Les étudiants se tournent vers les travailleurs	72
Peine de Prison pour la Participation au 1^{er} Mai	75
Expulsion d'un million réfugiés Afghans	78
Le mouvement des Enseignants et leurs revendication	79
Sur la célébration du 1^{er} mai 2007 en Iran	84
Exploitation d'enfants	87
Le but prioritaire de la politique néolibéral du régime islamique : DESARMER les ouvriers iraniens	88
Soutenons les travailleurs de Haft Tapeh !	90
4^e anniversaire du massacre de Khatoon Abad	93
Brutale répression contre les étudiants	94
Soutenons les travailleurs de Haft Tapeh !	97

<i>Halte aux flagellations et à l'emprisonnement des ouvriers !</i>	100
<i>Empêcher l'exécution du syndicaliste enseignant Kamangar!</i>	101
<i>Les accidents du travail font rage.....</i>	104
<i>La Sucrierie Haft Tappeh : Deux ans de lutte et les résultats</i>	105
<i>600 infirmières protestent à Yazd</i>	108

AVANT-PROPOS

La Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) est une campagne de masse qui ne peut, par sa nature même, se prononcer sur telle ou telle analyse politique détaillée de la situation en Iran, au-delà des principes exprimés dans sa plate-forme.

Les bulletins d'information publiés par son comité directeur, y compris la présente brochure, ne peuvent donc être considérés comme totalement représentatifs des opinions des individus et des tendances qui participent à cette campagne. Ils ne sont publiés qu'à titre d'informations sur les problèmes autour desquels sont organisées nos activités.

Bien que la publication de ces bulletins s'inscrive dans le cadre général de notre campagne, les positions qui y sont défendues le sont sous l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous vous invitons à nous faire-part de vos commentaires et suggestions sur le contenu de ces brochures. Nous les transmettrons avec plaisir aux auteurs si vous le souhaitez ou si cela s'avère indispensable.

* * *

Cette brochure est consacrée à la situation de la classe ouvrière en Iran. L'auteur a suivi de près, l'évolution du mouvement ouvrier de ces dernières années et fait la lumière sur bon nombre de problèmes auxquels sont confrontés les ouvriers iraniens qui restent à l'avant-garde des luttes en Iran malgré la répression sauvage du régime islamique. Nous espérons que ceux qui nous ont aidé dans notre campagne contre le régime y trouveront des informations utiles et y verront un témoignage de l'importance de leur aide et de leur solidarité.

La Solidarité avec les Travailleurs en Iran s'efforce de mettre l'accent sur la situation du mouvement ouvrier en Iran et consacre la plus grande partie de ses efforts à développer des liens de solidarité avec le mouvement ouvrier démocratique français. L'auteur de la brochure y explique à juste titre en quoi il est important qu'une délégation internationale obtienne du régime islamique de pouvoir visiter l'Iran pour y faire le point sur le respect des droits des travailleurs dans ce pays. Nous approuvons tout à fait ce point de vue et nous efforçons d'obtenir l'envoi d'une telle délégation nous demandons pour cela le soutien de tous.

Vous pouvez nous aider en faisant voter par votre syndicat une condamnation de la répression en Iran et le soutien à cette revendication. Faites-nous parvenir la copie des résolutions ainsi votées. Vous pouvez aussi faire parvenir des lettres de protestation à l'Ambassade iranienne à Paris. Votre adhésion ou mieux encore celle de vos organisations syndicales nous serait bien évidemment du plus grand secours.

Vous savez tous que, malgré les apparences, un certain nombre de gouvernements, dont ceux des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, apportent aide et soutien au régime réactionnaire et clérical ces mollahs en Iran. Aidez-nous à dénoncer ce fait. Faites-nous connaître toutes les informations qui pourraient, vous parvenir concernant l'envoi d'armes ou de tous autres matériels au régime iranien.

Il va sans dire que notre campagne a aussi besoin de soutiens financiers pour continuer et pour étendre son action. Tout soutien matériel que vous pourrez nous apporter sera très apprécié.

L'expérience du passé

Le mouvement ouvrier a plus de 90 ans d'existence en Iran. Il a joué un rôle important dans l'historique du pays. Dès 1920, les travailleurs ont lancé le mot d'ordre de la journée de travail de 8 heures. En 1922, le 1^{er} mai a été célébré pour la première fois. Depuis l'arrivée au pouvoir de Réza Chah (en 1925) jusqu'à son abdication du trône par les Alliés en 1941, le mouvement ouvrier traversa une période de clandestinité.

Pendant le soulèvement révolutionnaire qui suivit l'occupation Alliée de l'Iran et la chute de la dictature de Réza Chah ver le début de la Seconde Guerre mondiale (en août 1941), une vague de luttes et de grèves aboutirent à la formation d'une première Confédération Syndicale, qui regroupa à un moment 250 000 membres.

La direction de ce mouvement était cependant entre les mains du parti Toudéh. Le parti créé pour promouvoir la politique Soviétique d'alliance avec l'impérialisme britannique, destinée à faire pièce à l'influence américaine dans la région, le parti Toudéh participa à une coalition gouvernementale pro-britannique sous la direction de Ghavam et se servit de son influence pour mettre fin à la vague de grèves (en particulier dans l'industrie pétrolière). Cela non seulement désorienta le mouvement ouvrier naissant, mais encore permit à un groupe de politiciens nationalistes regroupés autour de Mossadegh de prendre la tête du mouvement de masse qui se développait rapidement en opposition à la domination britannique.

La suite est du domaine de l'histoire. Le coup d'Etat d'août 1953 impulsé par la C.I.A. ramena le Chah sur le trône et contraignit de nouveau le mouvement ouvrier à la clandestinité. Ce mouvement, en permanence détourné de ses tâches par la direction nationaliste bourgeoise et dans l'incapacité de construire une organisation indépendante ou de se mobiliser autour de revendications, se retrouva pieds et poings liés. En fait, il n'avait pas du tout été préparé à la situation.

Grâce aussi à la répression féroce, et au soutien en armes et argent des U.S.A. ainsi qu'aux revenus considérables amenés par le pétrole, le Chah

ressuscité mit sur pied un Etat policier tout-puissant qui écrasa toute forme d'opposition, y compris, et surtout le mouvement ouvrier. Une répression sanglante s'abattit sur le pays. Durant plus de 25 ans, les organisations de la classe ouvrière sont interdites. La lutte clandestine continue.

Durant les nombreuses années qui suivirent, il n'y eut pas d'organisations ouvrières de quelque influence que ce soit, mais l'importance numérique et économique de la classe ouvrière, elle, s'accrut avec le développement spectaculaire de l'industrie. Vers le milieu des années 70, la classe ouvrière iranienne était environ trois fois plus nombreuse qu'à la fin des années 40. Elle comptait plus 3 millions de travailleurs. Environ un tiers d'entre eux était concentré dans de très grosses usines implantées dans la plupart des grandes villes du pays. Principalement dans la capitale Téhéran qui en comptait plus de la moitié.

D'un autre côté, la catégorie la plus nombreuse était constituée par les travailleurs du bâtiment sans emploi stable. Ils formaient une couche d'ouvriers actifs sur le plan politique, mais sans grand pouvoir économique et dépourvus de discipline ou de cohésion - à l'échelle de l'industrie du bâtiment. Ils se fondaient dans la masse pauvre des villes. Ces points forts comme ces faiblesses allaient marquer fortement la nouvelle montée du mouvement ouvrier.

De nombreux secteurs de la classe ouvrière se sont alors facilement intégrés à de grandes luttes, mais ils furent aussi facilement dispersés et démoralisés, en particulier dans le contexte qui était celui d'une crise économique, et en l'absence d'organisations ouvrières fortes et unies. La combinaison d'une croissance économique rapide et d'un régime autoritaire empêcha la renaissance d'organisations ouvrières indépendantes.

Les soi-disant syndicats ouvriers autorisés n'étaient que des structures corporatistes entièrement contrôlées par le Ministère du Travail. La vie quotidienne des travailleurs à l'usine était étroitement surveillée par les prétendues « Comités de Protection des travailleurs » dirigés et contrôlés par la Savak, la police secrète. Il y avait, en conséquence, bien peu d'organisations ouvrières. Le centre des activités dirigées contre le régime avait définitivement quitté le terrain du mouvement ouvrier.

La naissance du Nouveau Mouvement Ouvrier

La situation politique en Iran commença à changer vraiment en 1975-76 quand le système de croissance mis en place par le Chah (subventions importantes aux riches et injection massive de revenus pétroliers) s'effondra sous le poids de ses contradictions internes.

L'industrialisation dirigée par le Chah ne pouvait plus absorber le nombre croissant de petits producteurs ruinés, de travailleurs de la terre contraints à l'exode rural suite à la prétendue « Révolution Blanche » qui avait frayé la voie à cette croissance économique et dépassa les trois millions. L'injection de nouvelles sommes d'argent tirées des revenus du pétrole en augmentation suite à la hausse mondiale des cours ne fit qu'aggraver les problèmes. D'énormes goulots d'étranglement apparurent là où manquaient les infrastructures sociales nécessaires. Le gouffre entre nantis et démunis s'agrandit plus que jamais. La destruction de l'économie rurale traditionnelle concentra d'énormes masses de chômeurs et de semi-chômeurs dans les zones urbaines.

L'impact de la stagnation économique et de l'effondrement général fut aggravé par les mesures d'austérité, prises en 1977-78, qui signifiaient une diminution réelle des salaires pour la plupart des salariés. Pour empêcher les travailleurs qualifiés de chercher un emploi mieux rémunéré, un système de « livret de travail » fut instauré pour suivre à la trace les travailleurs. Et pour que ces mesures passent dans les faits, la répression fut accentuée.

Même les petits producteurs durent partir. Pour résoudre les problèmes que la crise posait aux grands industriels, de nombreux hommes d'affaires petits et moyens furent contraints de fermer boutique par la Chambre de Commerce du Chah.

Avec la disparition de la perspective d'une expansion continue, les conflits sociaux et politiques devinrent rapidement de plus en plus aigus. Trois groupes sociaux importants se retrouvèrent ainsi poussés dans l'opposition à la dictature du Chah. Les travailleurs (les salariés en général), les déshérités des villes (leur équivalent à la campagne, les paysans pauvres) et les petits producteurs indépendants paupérisés.

Qui plus est, la dictature du Chah ne fut plus à même de contenir plus longtemps le mécontentement créé, parmi les couches privilégiées elles-mêmes, par une croissance économique inégale, qui permettait au sommet de la bureaucratie étatique ainsi qu'à une petite clique de familles riches étroitement associées à la cour royale (et donc à l'Etat) de se tailler la part de lion. Plusieurs secteurs de la bourgeoisie traditionnelle se virent interdire l'accès aux sources de la manne étatique. Des secteurs entiers de la classe dirigeante elle-même se voyaient transformés en « citoyen de seconde zone ».

Ce conflit à la base même du régime fut aggravé par l'intervention directe du Chah faisant du régime politique du pays un Etat à parti unique (Hezb-e Rastakhiz-e Melli : Parti de la Renaissance Nationale). Dès le milieu des années 70 des regroupements politiques ouverts s'étaient constitués à l'intérieur des couches traditionnellement monarchistes, réclamants des réformes constitutionnelles. La création du Parti Rastakhiz ne fit que durcir leur opposition au régime.

L'important clergé chiite, un des traditionnels leviers de l'Etat, était dans les faits remplacé par la nouvelle bureaucratie. Khomeiny et ses partisans, qui étaient opposés à la « Révolution Blanche » du Chah, accusée de son impact sur le clergé chiite, pouvaient alors prétendre en avoir prévu les résultats des années en avance.

Cela les mettait, vis à vis des masses, dans une position relativement favorable par rapport aux autres groupes de l'opposition bourgeoise. Le clergé avait gardé son implantation dans le peuple ainsi que chez les commerçants et les petits propriétaires marginalisés. Peu de gens se souvenaient que l'opposition de Khomeiny au Chah reposait, entre autres, sur son opposition à la réforme agraire, au droit de vote des femmes et à la création d'administration locale.

Toutes choses qui étaient considérées par l'aile la plus réactionnaire de la hiérarchie chiite comme autant d'attaques directes contre ses positions dans la société iranienne.

Le clergé put donc profiter au maximum de l'occasion en utilisant son influence sur les masses comme moyen de pression pour négocier avec l'Etat. Le fait que l'organisation des Moudjahidine du peuple était à l'époque inséparable des membres de la hiérarchie chiite, que le parti Toudéh les qualifiait de son côté de « Musulmans militants », a aussi contribué à désarmer les masses. Khomeiny utilisa donc sa capacité à contrôler les masses comme monnaie d'échange pour asseoir sa respectabilité auprès de la clique au pouvoir. Petit à petit, se mit en place une direction reposant sur une coalition de divers groupes bourgeois, dirigée par le clergé et soutenue par certains secteurs de l'armée et de la Savak. Cette coalition avait aussi le soutien de masses de plus en plus grandes et une influence croissante sur le mouvement de protestation de plus en plus large. C'était là un avantage que le gouvernement américain lui-même ne devait pas tarder à reconnaître.

C'est dans ce contexte que le nouveau mouvement ouvrier se développa.

Au début de 1977, des grèves revendicatives éclatèrent ici et là, et, avant la fin de l'année, la vague de grèves s'étendit avec une nette tendance à la politisation. La classe ouvrière devenait partie prenante de la situation politique à l'échelle nationale contre la dictature du Chah et commençait à faire basculer le rapport de forces. Le régime et ses appareils de répression n'étaient plus en mesure d'écraser le mouvement. Un aspect intéressant de cette période fut la manière dont la classe ouvrière se mit à tester le rapport de forces. Malgré l'absence d'une direction nationale, les actions des ouvriers se coordonnaient petit à petit. Dès qu'une grève éclatait quelque part, des actions de solidarités étaient entreprises dans les usines avoisinantes. Au début les revendications étaient purement économiques et même terre à terre. Mais chaque victoire encourageait les ouvriers en contact avec les grévistes à se mettre en grève à leur tour et souvent à faire monter les enchères.

Dans beaucoup de cas, des travailleurs ayant obtenu satisfaction se remettaient en grève pour de nouvelles revendications. Peu à peu les revendications politiques prirent le pas dans les grèves.

Elles allaient du retrait des Lois du Travail et de l'expulsion des agents de la Savak des ateliers, jusqu'à la libération des prisonniers politiques et même au renversement du régime du Chah.

Les revendications économiques elles même devenaient plus radicales, de simples augmentations de salaire, elles passèrent à l'échelle mobile des salaires, au partage du travail entre tous et au contrôle ouvrier sur la production.

Le mouvement s'étendit rapidement; touchant des secteurs qui n'avaient jamais été touchés auparavant par les actions revendicatives. Vers la fin de 1978 (en septembre et en octobre pour être exact). On voit apparaître ce qu'on pourrait appeler une grève générale politique rampante.

Elle finit par toucher plus d'un million et demi de travailleurs de l'industrie, de l'agriculture et des bureaux. Cette grève générale s'étendit, avec des hauts et des bas, mais de manière à peu près continue jusqu'à l'insurrection de février 1979. C'est ce qui en fin de compte a brisé les reins de la dictature du Chah. Pendant pratiquement les deux mois qui précédèrent l'insurrection, l'appareil répressif de l'Etat fut complètement paralysé.

L'impact de la grève s'amplifia, en particulier après que les manifestations de masse dirigées par le clergé eurent atteint une impasse. Après les massacres de septembre 1976, il devint clair que de telles mobilisations ne pouvaient pas, par elles même, renverser le Chah. Et, il était clair aussi que la direction religieuse du mouvement se préparait alors à un compromis. La mobilisation ouvrière galvanisa le mouvement de masse et lui donna une force et une efficacité nouvelle, au point que le clergé et ses partenaires de la coalition durent abandonner toute idée de maintenir le Chah en place.

Ainsi, après avoir été absente de la scène politique pendant près de trois décennies, et malgré son manque d'organisation et de traditions de lutte de classe, la classe ouvrière iranienne faisait la démonstration qu'elle était la force révolutionnaire dirigeante dans le pays. Elle ne put offrir au mouvement de masse sa propre direction mais le simple fait de son intervention eut une influence profonde sur le cours des événements.

Ce fait en lui-même, malgré les reculs qui ont suivi, a été et continuera à être d'une importance décisive en ce qui concerne l'avenir politique de l'Iran. Pour la première fois dans l'histoire moderne de l'Iran, une force sociale importante a montré dans les faits sa volonté de lutter pour la démocratie et le progrès.

Le début du processus d'auto organisation ouvrière

Contrairement aux manifestations de masse qui nécessitaient une organisation centralisée que les mollahs étaient les seuls à pouvoir fournir à l'époque, les grèves, elles, favorisaient l'auto-organisation de la classe ouvrière.

Dès le début de la vague de grèves les ouvriers mirent sur pieds des comités de grèves (complètement en dehors des structures syndicales corporatistes). Ils ne furent pas long à réaliser que l'extension et le renforcement des grèves exigeaient que soient mis sur pied des organismes de coordination. Peu à peu, une myriade de comités de grève et de coordinations apparurent dans les villes importantes.

Le Comité le plus puissant était celui du Khouzistan, la région productrice de pétrole. Ce comité de coordination regroupait les ouvriers du pétrole et de l'acier de la région sud. Il devait jouer un rôle majeur dans le renversement du Chah.

Ces comités de grève représentaient une nouvelle force d'importance dans le mouvement de masse. Une force qui était reconnue par tous, y compris par la direction religieuse. Et pourtant ces comités n'essayèrent pas vraiment de jouer un rôle dirigeant à l'intérieur du mouvement de masse. Beaucoup d'entre eux, à l'échelle locale ou nationale, entrèrent en conflit avec les politiciens cléricaux ou bourgeois qui désapprouvaient certaines des grèves ou le radicalisme des ouvriers grévistes. Mais les grévistes n'allèrent cependant pas jusqu'à remettre en cause leur direction

À titre d'exemple, le comité de grève des travailleurs du pétrole résista à la pression des représentants sur place de Khomeiny - qui leur demandait de mettre fin à leur grève et de se contenter d'empêcher l'exportation de pétrole. Bazargan (qui fut plus tard nommé Premier ministre par Khomeiny) désavoua même publiquement la grève.

Les travailleurs refusèrent de se soumettre, soutenant que la grève devait continuer jusqu'au renversement du Chah.

Malgré toutes les menaces qui leur furent faites par le régime et par les politiciens soi-disant opposés au Chah, les travailleurs du pétrole continuèrent à diminuer la production jusqu'à ce qu'elle fut complètement interrompue. Ils n'autorisèrent que la commercialisation de stocks existants de mazout à usage domestique. Ce fut probablement là le premier exemple d'un comité de grève imposant le contrôle ouvrier sur la production et la distribution. De plus, ils commencèrent à se débarrasser de ceux qu'ils considéraient comme des cadres réactionnaires.

Plusieurs comités semblables fonctionnèrent à l'époque. Les revendications généralement mises en avant étaient :

La réembauche des travailleurs licenciés pour avoir participé aux luttes contre le Chah ;

Le paiement des heures de débrayages ou de grève ;

L'expulsion des agents du Chah et de la Savak des usines ;

L'abrogation des lois du travail qui donnaient des pouvoirs exorbitants à la direction.

De telles revendications, étant donné la situation politique du moment et la combativité générale de la classe ouvrière, favorisèrent la dynamique du contrôle ouvrier dans toutes les usines en lutte. Le comité de grève des cheminots empêcha tout transport de troupes et de matériel militaire, ce qui paralysa l'Etat, tout en assurant le transport de nourriture et de combustibles pour la population. Ni les menaces du gouvernement, ni le sabotage ne purent faire fléchir la détermination des travailleurs.

Les travailleurs des banques apportèrent leur contribution en dénonçant les magouilles financières des riches et en fournissant les chiffres les plus récents sur la fuite des capitaux. De plus, avec l'aide de certains secteurs de l'administration (en particulier, les employés du ministère des finances), ils réussirent à paralyser complètement les opérations financières de l'Etat.

Les travailleurs de l'imprimerie et les journalistes se mirent en grève pour empêcher la publication de la propagande gouvernementale. Ceux qui continuèrent à travailler empêchèrent la publication de tout article hostile à l'opposition. La classe ouvrière se mit aussi à ouvrir les livres de compte et à exercer le contrôle ouvrier. Ce mouvement, cependant, fut limité à quelques usines isolées. Les travailleurs s'emparèrent du pouvoir d'arrêter la production ou de la contrôler, mais ils ne firent pas le pas consistant à réorganiser la production dans son ensemble. Ils étaient à la tête de la lutte contre le Chah, mais ils ne proposaient pas leur propre alternative politique. Sur le plan politique, ils ne rangeaient simplement derrière la coalition des bourgeois, marchands et clergé, qui dirigeait le mouvement.

Il en résulta une situation un peu particulière. Les mosquées et les commerçants du Bazar finançaient en partie quelques-uns parmi les comités de grève les plus importants (dont celui de l'industrie du pétrole). Cela contribua à accréditer l'idée que la direction du mouvement était du côté des masses, alors qu'en fait l'opposition bourgeoise au Chah se servait simplement des grèves au profit des cliques bourgeoises cléricales et libérales. Après tout, il ne leur en coûtait pas grand-chose, les grèves n'affectaient que les portefeuilles de leurs rivaux.

L'effet le plus lourd de conséquence de la situation fut que beaucoup d'organisations ouvrières qui étaient effectivement indépendantes tombèrent sous l'influence de la direction bourgeoise. Les couches les plus militantes de la classe ouvrière iranienne ne se rassemblèrent pas autour de la gauche, mais restèrent sous la direction politique de la coalition bourgeoise cléricale, qui veilla à ce que les travailleurs ne jouent qu'un rôle

d'appoint, malgré leurs luttes véritablement héroïques. Cela devait avoir une conséquence profonde sur le cours subséquent de la révolution iranienne.

La grève générale n'aurait pu donner naissance à un nouveau pouvoir que si elle était allée au-delà des limites de telle ou telle usine isolée et avait mis sur pied une organisation à l'échelle nationale capable d'attirer les masses dans son sillage. L'insurrection de février 1979 qui eut lieu contre la volonté de Khomeiny et Bazargan, aurait pu être le début d'un tel processus. Elle ne mena cependant pas à une situation de double pouvoir.

Au contraire, tout de suite après l'insurrection, les éléments dirigeants de la classe ouvrière acceptèrent le désarmement et la dissolution des comités de grèves à la demande de la direction bourgeoise-cléricale.

Un gouvernement bourgeois fut établi par-dessus la tête des masses et put se présenter comme l'émanation du soulèvement populaire. « Remercions Dieu ! La Révolution a vaincu. Nous devons maintenant y mettre fin et reconstruire l'économie. Il n'est plus nécessaire de détruire. Nous devons maintenant construire » déclara le Premier ministre.

Khomeiny aussi montra son vrai visage sitôt l'insurrection terminée. Il demanda aux travailleurs de mettre fin aux grèves et d'augmenter la production : « Tout nous appartient dorénavant ! », et c'est bien ainsi qu'il l'entendait ! (ses mollahs s'emparèrent de presque tous les postes lucratifs de l'industrie et mirent sur pied la « Fondation Mostazafin » (fondation des déshérités, soit disant). Quant à ceux qui refusaient, il menaçait de les « considérer comme des saboteurs » contre-révolutionnaire et de « les traiter comme tels ». Pour remplacer les comités de grève, les dirigeants religieux installèrent des « shoras (conseils) islamiques » qui étaient supposés assurer « la participation des déshérités et la reconstruction d'une nouvelle société islamique ». La contre

révolution avait commencé. La classe dirigeante essayait, par l'intermédiaire de Khomeiny, de faire reculer les masses et de leur confisquer leurs conquêtes démocratiques.

Au début, il faut le dire, le recours à la force ne fut pas nécessaire. Le nouveau régime bourgeois put s'appuyer sur l'illusion des masses pour les placer en position de soumission totale. En quelques jours, les grèves s'arrêtèrent et les comités de grèves furent dissous. Il y eut bien sûr des résistances ici ou là mais dans la plupart des cas les travailleurs n'avaient pas une conscience politique claire de ce qui était en train de se passer (il n'y avait personne non plus qui proposât une perspective), ils se laissèrent intimider et baissèrent les bras.

La seule voix importante à s'élever fut celle des dirigeants du Comité de grève de l'industrie du pétrole. Ils demandèrent que les organisations ouvrières soient « représentées au Conseil de la Révolution Islamique » mis sur pied par Khomeiny pour diriger le pays. Ils abandonnèrent cependant assez vite cette revendication et ne demandèrent à aucun moment l'abolition de ce "Conseil" auto proclamé ou l'élection d'une Assemblée Constituante tel que cela avait été promis.

Le rôle politique de la classe ouvrière fut ainsi réduit à ce qu'il était avant l'insurrection. De plus, la lutte de classe était maintenant plus que jamais confinée à l'intérieur de chaque usine ou complexe industriel. Il n'y avait plus de mouvement de masse contre le Chah pour permettre aux travailleurs de jouer un rôle politique à l'échelle nationale et aucune réelle opposition au nouveau régime n'existait encore.

Cependant le fait le plus important de cette période était la « cassure » à l'intérieur de la classe ouvrière qui devenait de plus en plus visible. Il y avait ceux qui avaient des illusions envers le nouveau régime ou le soutenaient activement, et ceux qui conservaient une perspective de lutte de classe et cherchaient à consolider et approfondir les gains de la révolution.

Cette cassure, qui devait être fatale aux luttes, était évidente pour tous ceux qui soutenaient activement le régime : elle l'était moins pour les tenants de la lutte de classe. Les premiers tentèrent de dissuader les seconds de poursuivre la lutte, que Khomeiny avait déclaré « contre révolutionnaire » ; les seconds persistaient à maintenir avec les premiers l'unité qui avait prévalu quelque mois plus tôt seulement après l'opposition au Chah.

La trahison ouverte de groupes comme le Toudéh, qui chantait les louanges du nouveau régime réactionnaire, ou de groupes qui dissuadaient les militants d'entreprendre la lutte contre le régime qu'ils considéraient comme 'révolutionnaire', contribua bien sûr à désorienter les masses encore plus. En fait la cassure se retrouvait y compris à l'intérieur de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier après l'insurrection

L'insurrection de février 1979 et l'affaiblissement consécutif du vieil appareil d'Etat avaient ouvert la voie, en dépit des manœuvres du nouveau régime, à la lutte de classe et à une avancée politique et sociale de la classe ouvrière. Les capitalistes eux mêmes n'étaient pas en position de barrer cette voie (beaucoup d'entre eux avaient en fait fui le pays). A l'intérieur des entreprises elles-mêmes, une situation favorable s'était développée. Presque partout, les vieilles structures patronales s'étaient effondrées. Dans les usines, la plupart des ingénieurs et cadres réactionnaires avaient suivi leurs maîtres et n'osaient pas se montrer. Les agents connus de la Savak se cachaient et tous ceux qui avaient collaboré avec eux faisaient de même et partout où ce n'était pas le cas, les travailleurs s'arrangèrent en quelques jours pour que cela le fut !

Les nouveaux instruments de répression n'étaient pas encore suffisamment efficaces pour empêcher les travailleurs d'imposer leurs revendications. Ce qui empêcha les travailleurs d'aller davantage de l'avant, ce fut en fait leur propres illusions en Khomeiny, ainsi que les conseils déroutants des différents groupes

soit disant de gauche comme le parti Toudéh ou l'organisation des Moudjahidine qui préconisait la collaboration avec ce qu'ils proclamaient « gouvernement révolutionnaire ».

Il faut souligner, cependant, que la logique objective de la situation ouverte par la révolution était par elle-même plus puissante que ces facteurs réunis. Et, combiné avec la profonde crise économique, cela donna aux luttes ouvrières une dynamique malgré tout difficilement contrôlable. Du moins, pendant une période.

Ainsi, le nouveau régime insistait beaucoup sur la nécessité de suspendre les grèves et de ranimer l'économie. Mais qui donc, à part les travailleurs eux-mêmes, pouvait effectivement organiser la production ? Même les dirigeants réactionnaires religieux-bourgeois durent admettre le fait que, sans une certaine participation des travailleurs à la gestion des usines, ils n'avaient pas les moyens de relancer la production.

Les travailleurs, quoiqu'il en fut de leurs illusions, entrèrent donc dans une période de mobilisation, qui alla jusqu'à un certain contrôle de la production et de la distribution, ce qui, à terme, ne pouvait manquer de les entraîner dans un processus de confrontation avec le régime bourgeois.

Suivant les conseils des leaders religieux, les travailleurs abandonnèrent leurs comités de grèves et mirent en place des shoras Islamiques, mais ces mêmes shoras furent alors contraintes d'exercer leur contrôle voire de diriger telle ou telle entreprise. En outre, dans bien des cas, ce furent les mêmes individus qui avaient dirigé les comités de grève qui composèrent les shoras. Celles-ci ne pouvaient pas, même si telle était leur intention, être simplement islamique. Ainsi, nombre d'entre elles convoquèrent des élections pour élire des ouvriers-directeurs alors que les mollahs, quant à eux, entendaient par islamique la soumission totale à la volonté des

directeurs nommés par leur propre soins. Plusieurs shoras, d'autre part, créèrent leurs propres réseaux de distributions pour court-circuiter les commerçants du Bazar et casser ainsi les prix pour les consommateurs.

Les mollahs n'étaient certes pas partisans de telles conceptions de l'islam. Ils souhaitaient recueillir les fruits de cette révolution au bénéfice de leurs propres amis du Bazar, et certainement pas des consommateurs. Certaines shoras commencèrent même à contacter directement des fournisseurs étrangers de pièces détachées et de matières premières afin d'obtenir de meilleures conditions et d'augmenter la production à moindre coût. Cela aussi rendit furieux les négociants amis des mollahs qui, s'ils avaient tellement contribué à les financer pour prouver leur « soutien » à la révolution, escomptaient en retour avoir à nouveau accès aux canaux lucratifs du commerce extérieur.

L'embauche et les licenciements étaient maintenant sous le contrôle des travailleurs, ce qui rendait superflue la machine entière du Ministère du travail et de ses tribunaux industriels. En ouvrant les livres de comptes, les travailleurs avaient découvert pas mal de vérités sur le rôle joué par tel ex ministre du Chah pour « couvrir » et aider à fuir des capitalistes dont certains devaient parfois aux banques d'Etat jusqu'à trois fois le montant total de leurs avoirs. Les travailleurs découvrirent ainsi aussi que le nombre des bureaucrates associés à ces trafics avait été maintenu en place, voire même promu, par le nouveau régime. Lorsque les différents ministères tentèrent par exemple de placer leurs propres hommes à la tête des entreprises dont les propriétaires avaient fui, les travailleurs non seulement résistèrent mais en outre publièrent les noms et firent connaître le passé de ces hommes, de sorte que le gouvernement ne puisse pas les envoyer dans d'autres entreprises.

Tout cela donna une puissante dynamique à l'indépendance des shoras malgré le fait que de nombreux travailleurs n'avaient pas encore rompu avec la direction religieuse. Les chefs du régime ne tardèrent pas à attaquer ouvertement les shoras.

Un mois avait à peine passé quand M. Bazargan, le premier ministre, déclara à la T.V « qu'elles (les shoras) veulent être les propriétaires des usines. Elles veulent être les patrons. Elles veulent décider des questions qui relèvent de la Direction. Elles ne coopèrent même pas avec le gouvernement. Alors, qu'est censé être le rôle du gouvernement ? ». M. Fourouhar, son ministre du travail, alla plus loin : « nous ne pouvons accepter les shoras. Au plus, nous pourrions accepter une forme de syndicat » (il voulait sans doute évoquer par là une forme similaire à ce qui avait existé sous le Chah). Dès avril une grande campagne de mesures anti-ouvrières était lancée.

Les mollahs furent envoyés dans les principales entreprises afin de prêcher les vertus de « l'esprit constructif » et du « respect de la loi et de l'ordre ». Ils appelèrent les travailleurs à subordonner leurs actions aux intérêts de la révolution islamique et à collaborer avec le « gouvernement choisi et approuvé par l'Imam lui-même » (Imam : le nouveau titre que Khomeiny s'était octroyé). Ils jouèrent sur les sentiments religieux de la majorité des travailleurs pour attiser l'hystérie anti-gauche et purger les shoras de leurs ouvriers combattifs. Dans plusieurs cas, les Gardiens de la Révolution en armes, qui accompagnaient les mollahs, frappèrent des « communistes » et des « gauchistes » devant les travailleurs pour « donner une leçon à la contre-révolution ».

Avec l'aide du « Bureau du procureur de la révolution islamique », nouvellement créé, le gouvernement commença à imposer ses propres dirigeants dans les industries d'Etat. Un groupe de Gardiens de la Révolution armé était envoyé dans les usines, accompagnant le représentant du procureur, le directeur nommé et les représentants du service gouvernemental concerné, afin de « persuader » les travailleurs d'accepter l'intervention de l'Etat. On les menaçait de fermer complètement l'usine s'ils ne cédaient pas. Etant donné la structure de l'industrie iranienne et sa dépendance complète vis-à-vis des importations de matière premières et de machines, c'était une menace que les travailleurs étaient bien obligés de prendre au sérieux. En dehors de l'accord du gouvernement pour fournir soit des crédits pour les échanges extérieurs, soit les matières premières voulues, les travailleurs ne pouvaient à ce moment là pas faire grand chose.

Au cours de ces visites, les chefs du régime firent aussi de leur mieux pour changer la composition des shoras et placer leurs partisans aux postes de responsabilité. Ils n'étaient pas encore en mesure de dissoudre les shoras, aussi mirent-ils en place leurs propres conseils. Avec l'aide d'un groupe de militants islamistes de l'école polytechnique de Téhéran (qui, à cette époque comptait la plus puissante association islamique), ils créèrent un comité intitulé "Comité de Coordinations des Shoras Islamiques". Ce comité, appuyé par les forces de répression, décida de ce que serait l'élection correcte des shoras islamiques et leur "comportement juste en accord avec les décisions du Conseil de la Révolution Islamique (CIR) ". Et il établit une Constitution modèle pour ces shoras.

Selon cette réglementation, celles-ci devaient déclarer leur accord avec les principes islamique faute de quoi non seulement elles ne recevraient aucune aide de la part des autorités mais s'exposaient en outre aux attaques des forces de la répression. Il faut dire qu'ici plusieurs groupes qui se prétendaient plus avisés coopérèrent avec ce comité en firent même partie (y compris l'organisation des Moudjahidine).

En mai, le pouvoir alla plus loin, et le Conseil de la Révolution Islamique adopta un nouveau décret créant une force spéciale pour la réglementation du travail et des affaires sociales, donnant aux forces de répression le pouvoir d'arrêter et d'emprisonner les travailleurs suspectés de « permettre à des individus ou des groupes non autorisés d'intervenir sur les lieux de travail au détriment des intérêts de la révolution islamique ». Ainsi, n'importe quel travailleur pouvait être arrêté sous le prétexte de soutenir ou d'appartenir à d'autres tendances politiques que celles qui avaient l'aval des autorités.

Le régime n'était pas encore en mesure d'utiliser ces pouvoirs partout et n'importe quand, mais il s'en servit pour manipuler et modifier la composition de nombreuses shoras et empêcher leur fonctionnement démocratique.

Etant donné la situation politique, cependant, toutes ces attaques contre la classe ouvrière ne firent que contribuer à la radicalisation de ses luttes. Elles facilitèrent et accélèrent son inévitable désillusion vis-à-vis de Khomeiny, de son gouvernement et de leur « révolution islamique ». Les premiers mois de luttes qui suivirent la révolution démontrèrent à une grande partie de la classe ouvrière que la ligne de partage dans la révolution ne s'établissait pas entre partisans de la "monarchie" ou de la république", mais en fonction de la question « travailleurs ou capitalistes ? ». Nombre de shoras commencèrent alors à dénoncer le gouvernement comme un « gouvernement capitaliste » et à s'interroger ouvertement sur le soutien que lui apportait « l'Imam lui-même ». Plus important encore, les travailleurs commencèrent à comprendre les liens qui unissaient depuis toujours les capitalistes du Bazar et les mollahs.

Les manifestations du 1er mai 1979 indiquèrent clairement jusqu'à quel point ce processus s'était effectivement engagé. C'était le premier 1er mai depuis la révolution, trois mois à peine après l'insurrection ; les personnalités du gouvernement avaient toutes déclaré soutenir cette journée et elles tentèrent d'organiser une manifestation en faveur du régime, les opportunistes de toute sorte (dont bien sur le parti Toudéh et ses suiveurs) avaient eux aussi fait leur possible pour attirer les travailleurs à cette manifestation « officielle », mais le jour dit, il s'avéra que, dans la plupart des grands centres industriels, ce furent les manifestations indépendantes et soutenues par un front uni de la gauche, qui réussirent à entraîner la vaste majorité des travailleurs. Rappelons que les Moudjahidine avaient eux aussi tenté de saboter les manifestations indépendantes en organisant leurs propres célébrations « indépendantes ».

A l'époque, ils ne pouvaient plus continuer à soutenir inconditionnellement le régime, mais d'un autre côté, ils ne pouvaient pas non plus se montrer aux côtés de la gauche ! Rien qu'à Téhéran, la manifestation indépendante regroupa trois fois le nombre de manifestants rassemblés par les mollahs, les opportunistes et les Moudjahidine réunis.

Le mouvement « officiel » des shoras ne connut pas un sort meilleur. Non seulement il n'attira pas dans son giron une grande proportion des shoras existantes, mais celles qui y entrèrent n'étaient pas telles que le régime l'avait espéré. Il est difficile de juger quel pourcentage des shoras le comité de coordination pro-gouvernemental représentaient exactement car il n'existe aucun chiffre global, mais une chose est certaine, c'est qu'il n'est pas élevé. On sait, par exemple, qu'au sommet de sa « popularité », ce comité ne totalisa pas plus de 400 shoras ; or, à Téhéran seulement, il y avait plus d'un millier de shoras commues, et, qui plus est, aucune des industries les plus importantes ne prit la peine d'y adhérer. Ces shoras « apprivoisées » s'éloignèrent peu à peu et se mirent à formuler des revendications inacceptables pour le régime.

Les shoras indépendantes, de leur côté, se développèrent. La « Maison des Travailleurs » mise sur pied à Téhéran par les forces indépendantes connaissait un large soutien de la part des travailleurs du rang (c'est ce centre qui avait organisé les manifestations indépendantes du 1^{er} Mai). En fait, plusieurs même de ces shoras censées soutenir le régime étaient en contact avec ce centre. Il devenait de plus en plus évident pour le régime capitaliste qu'une politique plus énergique était indispensable s'il voulait avoir quelque espoir de contrôler la classe ouvrière.

Les manoeuvres contre-révolutionnaires

La coalition dirigeante clérico-bourgeois adopta un certain nombre de politiques vis-à-vis de la radicalisation du mouvement ouvrier.

La première fut un important programme de nationalisations. L'objectif essentiel du régime était de faciliter l'intervention de l'Etat dans les entreprises dont les propriétaires s'étaient enfuis et où la production était presque entièrement contrôlée par les shoras. Le gouvernement était déjà dans une certaine mesure parvenu à ses fins dans les industries de l'Etat. A l'aide des pouvoirs décrétés par le CIR, il pouvait maintenant commencer à imposer sa volonté aux autres shoras.

Ainsi, à grand renfort de publicité et de réjouissances publiques, le gouvernement annonça, au début de l'été 1979, la nationalisation de toutes les compagnies appartenant à quelques cinquante gros capitalistes (avec des indemnisations plus que généreuses pour les capitalistes étrangers et la catégorie ambiguë des autres actionnaires).

Deux faits prouvent de façon évidente que c'était une nationalisation bidon. D'abord, les industries nationalisées étaient déjà « nationalisées » par les travailleurs qui en fait les contrôlaient et les dirigeaient. Le gouvernement essayait simplement de tromper les travailleurs, de leur ôter le contrôle de ces entreprises. Ensuite, ces compagnies avaient, quasiment sans exemption, des dettes envers l'Etat, qui s'élevaient à plusieurs fois leurs avoirs déclarés. Au travers de cette « nationalisation » le gouvernement n'effaçait pas seulement les dettes des capitalistes, mais il leur donnait, de plus, de l'argent sous forme d'indemnisations aux actionnaires qui ne s'étaient pas enfuis, mais qui auraient dû néanmoins supporter leur part de ces dettes. Après ces nationalisations qui touchèrent presque 70% du secteur privé, le gouvernement renforça sérieusement son contrôle des investissements, des salaires, de la production et de la vente des marchandises.

On appelait maintenant les travailleurs à tout faire pour reconstruire l'industrie iranienne « qui appartient dorénavant au troupeau islamique ». On commença à imposer systématiquement les directeurs, avec l'aide des religieux et des troupes de choc de l'armée des Pasdarans, Il est intéressant de noter que la plupart des directeurs nommés par l'Etat refusèrent au bout de quelques semaines de rester à leur poste, à cause de la très forte résistance que leur opposaient les travailleurs qui refusaient de coopérer. Une fois de plus, le parti Toudéh vint à la rescousse. Il se montra également capable de fournir à la contre révolution des technocrates versés dans « l'art » de se débarrasser de la classe ouvrière. Pendant toute une période, c'est de ce groupe que furent issus la plupart des hauts cadres des industries nationalisées.

La deuxième politique fut d'essayer, progressivement, de mettre sur pied des Sociétés Islamiques (les anjomans) dans toutes les entreprises, en opposition aux shoras. Ces sociétés étaient des organismes idéologiques, complètement contrôlés par le régime et en fait liés aux autres « institutions révolutionnaires » telles que l'armée des Pasdarans ou les Comités de l'Imam, en dehors des entreprises. Il n'y était pas question d'élections, aussi pouvaient-elles être facilement manipulées pour servir les intérêts du régime.

Les autorités organisèrent ainsi leurs propres forces dans toutes les entreprises autour de ces « anjomans » islamiques et commencèrent progressivement à les renforcer et à les préparer pour le moment où elles seraient appelées à s'attaquer ouvertement aux shoras. Au bout de quelques mois, le principal parti de la coalition cléricale-bourgeoise, le Parti de la République Islamique (PRI), organisa une scission dans son propre « Comité de Coordination des shoras islamiques » et créa un nouvel organisme qui lui était plus directement lié « le Comité de Coordination des Anjomans et Shoras Islamiques ».

Le Comité précédent avait atteint ses objectifs et n'était plus d'aucune utilité pour le régime. De toute façon, comme on l'a dit plus haut, il n'avait pas eu le succès que le régime avait espéré. Il n'était pas facile pour ce comité de manipuler les shoras dans les entreprises importantes, car, quels que fussent ses efforts, il se trouvait toujours, dans les shoras, quelques individus appréciés des travailleurs que le régime ne pouvait pas facilement contrôler. Les anjomans islamiques, par contre, leur fermaient tout simplement leurs portes.

A l'aide des pouvoirs étendus de l'Etat, on incita, par toute une série de mesures, les travailleurs à adhérer à ces anjomans ou à les soutenir. Si on voulait demander un prêt, il fallait s'adresser à elles. Si on voulait demander quoi que ce soit à la direction, il fallait s'adresser à elles. Si on avait des problèmes avec les Comités de l'Imam ou les Pasdarans, il fallait s'adresser à elles... Progressivement, l'importance des shoras fut tellement réduite qu'elles ne pouvaient même pas fonctionner sans la coopération des anjomans. En fait, sans l'approbation de l'anjoman il valait mieux réfléchir à deux fois avant de vous présenter aux élections aux shoras. Très probablement l'anjoman monterait une machination contre vous et inviterait les Pasdarans à vous arrêter et vous emprisonner ou au moins à vous expulser de l'entreprise.

Le gouvernement affecta également tous ses mass média à ce nouveau comité et fit une large publicité à ses activités et à ses conférences d'un bout à l'autre du pays. Comme toujours, les opportunistes acclamèrent ce nouveau comité comme le dernier cri des réalisations révolutionnaires du régime et lui fournirent la caution de gauche qui était encore nécessaire à cette époque pour tous les instruments de l'Etat.

La troisième politique fut d'essayer d'isoler les shoras militantes et les groupes de gauche et de préparer l'épreuve de force finale. Il était alors évident que la gauche se développait rapidement et que le régime ne pourrait réellement contrôler la situation sans l'écraser. Les masses profitaient au maximum des droits démocratiques gagnés par la révolution. De nombreuses organisations politiques qui défendaient la classe ouvrière avaient ouvert des locaux au grand jour et c'était des lieux extrêmement intéressants où se déroulait une intense activité, à en juger par le nombre de gens qui n'y pressaient. Partout on trouvait des gens qui discutaient ouvertement et échangeaient leurs points de vue sur tous les problèmes importants de la révolution. La presse libre, essentiellement aux mains des journalistes qui en avaient pris le contrôle après la fuite de leurs patrons, était très largement diffusée. La presse de gauche avait également beaucoup de succès. On estime que les différents journaux de la gauche étaient, au total, diffusés à environ un million d'exemplaires.

La stratégie gouvernementale pour écraser la révolution avait toujours essentiellement reposé sur la restriction de ces droits démocratiques. Maintenant que le régime se préparait à une offensive d'envergure, il devenait évident qu'il ne pouvait pas se contenter de restreindre ces droits. En août, le Procureur islamique donna l'ordre d'interdire plus de 40 journaux, parmi lesquels toute la presse de gauche. Les autorités firent également fermer tous les locaux des groupes de gauche. Une vague d'arrestations de militants de gauche et de dirigeants connus de quelques-unes des shoras les plus militantes suivit. Un peu plus tard, des bandes armées d'hizbolahis attaquèrent la « Maison des Travailleurs » et s'en emparèrent au nom du nouveau « Comité des Anjomans et Shoras Islamiques ».

Quelques jours plus tard, Khomeiny déclara la « Guerre Sainte » contre les Kurdes. La presse fut soumise à une censure presque totale, on procéda à une mobilisation hystérique des hommes de main des hizbolahis et une campagne militaire de terreur fut lancée contre les Kurdes. Ce qui fournit également le prétexte pour attaquer et supprimer toutes les shoras et tous les groupes oppositionnels qui ne soutenaient pas cette « Guerre Sainte ».

La réaction des shoras et des groupes progressistes à ces attaques laissa beaucoup à désirer. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle fut dispersée et désorganisée. Il était évident que le mouvement ouvrier n'était pas prêt à faire face à ces attaques qui se préparaient depuis longtemps. En plus des défauts déjà mentionnés, la raison essentielle de cette faible résistance était que le mouvement ouvrier n'avait pas su utiliser les possibilités créées par le rapport de force qui suivit la révolution pour construire une organisation indépendante à l'échelle nationale.

Les travailleurs avaient exercé un contrôle sur la production et la distribution dans toute l'industrie iranienne. Pour que cela devienne un véritable contrôle ouvrier, cependant, il aurait fallu qu'ils ne restent pas dans les limites de leurs propres entreprises. L'abolition du secret commercial n'aurait pu se faire qu'à l'échelle nationale. La seule façon pour le mouvement des shoras de neutraliser les manœuvres du gouvernement sur le problème des matières premières ou des pièces détachées aurait consisté à élaborer un plan national et à affronter le régime comme une organisation unifiée à l'échelle du pays.

Les illusions politiques de l'avant-garde cependant empêchèrent la classe ouvrière d'entreprendre cette lutte à l'échelle nationale. Dans les premiers mois décisifs, les travailleurs n'étaient pas politiquement préparés à s'opposer au gouvernement et à ses différents ministères. Non seulement faute d'une véritable organisation, mais aussi parce qu'ils ne voulaient pas affronter un régime qui paraissait avoir le soutien d'une grande partie de la population.

Rétrospectivement, c'était évidemment une erreur. Ils n'auraient pas obligatoirement gagné la bataille, mais ils se seraient certainement trouvés dans une meilleure position pour résister aux attaques de l'été 1979 qui étaient inévitables. Le fait que de nombreux groupes les encouragèrent également à accorder leur soutien au nouveau régime ou même à collaborer activement n'arrangea évidemment pas les choses.

Et deuxièmement, malgré toutes les luttes héroïques pour défendre l'indépendance de leurs shoras - luttes qui furent, de fait, dans une large mesure victorieuse - on ne s'efforça pas de lier ces shoras et de les unifier à l'échelle nationale. La seule façon pour la classe ouvrière d'affronter le régime capitaliste aurait été de se poser comme une force nationale capable d'engager le combat à l'échelle nationale.

De plus la seule façon dont la classe ouvrière aurait pu détacher des dirigeants religieux et gagner à elle la masse des pauvres des villes aurait été de créer une organisation nationale puissante capable de lutter pour les revendications de tous les opprimés. Il s'avéra que l'incapacité du mouvement des shoras à engager le combat sur des problèmes tels que le logement ou l'emploi pour tous permit aux démagogues religieux de gagner d'importants secteurs de la population pauvre et même de les mobiliser contre la classe ouvrière.

Ainsi, la lutte pour l'unification du mouvement des shoras aurait été la seule ligne d'action correcte. Malheureusement, il n'y eut qu'une petite fraction de la gauche pour poser ce problème et au sein du mouvement des shoras lui-même, la lutte pour l'unification des shoras se limita à des efforts pour unifier diverses branches de la même industrie ou des shoras d'un même quartier. Cette erreur laissa au régime bourgeois les mains libres dans le domaine de la représentation nationale de la classe ouvrière, avec ses shoras et anjomans bidon « unifiés » et faites sur mesure.

L'occupation de l'Ambassade Américaine et la guerre Irak-Iran

La première vague de répression sérieuse de la part du régime produisit un effet profond sur la conscience des masses.

L'opposition au régime devint rapidement une puissante force matérielle. Par conséquent, la vague de répression se heurta bientôt à des obstacles matériels et commença à refluer. De plus, les peshmergas Kurdes, qui avaient alors gagné une énorme popularité, infligèrent une énorme défaite militaire au gouvernement central au Kurdistan.

Les débats de l'« Assemblée des experts de la loi islamique », qui, à la faveur de la répression, avait remplacé l'Assemblée Constituante promise, avaient ouvert les yeux à beaucoup. Il était maintenant officiel, écrit noir sur blanc, que les mollahs voulaient instaurer un régime de Vélayat é Faghih ('dictature religieuse du Premier Mollah').

De plus, la rentrée scolaire de septembre s'accompagna dans les campus d'une nouvelle vague d'activités politiques indépendantes du régime. De fait, la plupart des universités se transformèrent à ce moment-là en centres de solidarité avec les luttes contre le régime. Presque partout, les Sociétés Etudiantes Islamiques ne représentaient qu'une petite minorité par rapport à la gauche.

Tout cela eut également des conséquences sur le mouvement ouvrier. Non seulement le gouvernement n'avait pas réussi à détruire le mouvement des shoras, mais une nouvelle montée se préparait. Toutes les machinations de la période précédente avaient pu imposer la volonté du gouvernement à la plupart des shoras indépendantes.

Dans l'industrie pétrolière, une shora unifiée s'était développée, qui représentait les raffineries, les employés de bureau, et les travailleurs du forage et des stations de pompage. « Les Shoras Unifiées de Téhéran Ouest » comprenaient plus de 30 shoras essentiellement dirigées par la gauche. De même, le « Centre pour les Shoras de l'Est de Téhéran » pouvait parler au nom de plus de 20 shoras. Dans le sud de Téhéran, « la Centrale des Shoras Islamiques de Rey » ressemblait les shoras de plus de 60 usines de moindre importance. La sidérurgie était unifiée dans la « Shora Centrale du Groupe Industriel National de l'Acier Iranien ». Toutes les shoras des usines dépendant de l'« Organisation pour le Développement et la Modernisation des Industries Iranienne » (organisation gouvernementale) s'étaient unifiées dans l'« Union Nationale des Shoras Islamiques Révolutionnaires ».

A Tabriz, les travailleurs des grandes usines de machines-outils avaient organisé une shora puissante qui jouait un rôle important dans la ville et attirait à elle des représentants de nombreuses entreprises de moindre importance. Dans la province de Guilan, plus de 40 shoras militantes s'étaient unifiées pour former l'« Union des Shoras ouvrières du Guilan ». Cette confédération développait un réseau indépendant de coopératives ouvrières dans les zones rurales pour vendre directement tous les produits manufacturés aux consommateurs et pour acheter les matières premières et les produits alimentaires disponibles. A Arak et Ghazvin, des shoras régionales s'étaient créées, qui organisaient constamment des activités et envoyaient des délégations à Téhéran pour présenter au gouvernement les doléances des travailleurs.

Pourtant une nouvelle montée de la combativité ouvrière paraissait évidente. Sous une forme ou une autre, la plupart des shoras étaient engagées dans des luttes qui s'opposaient directement aux plans et aux souhaits du régime. La revendication la plus répandue était certainement celle de l'abolition des anciennes Lois du Travail et leur remplacement par une loi élaborée par les travailleurs eux-mêmes.

Mais de nombreuses autres revendications étaient également posées. Par exemple, le renvoi de divers ministres, le droit de veto pour les travailleurs sur les problèmes concernant la production, l'accès à la télévision nationale pour les shoras ouvrières etc., étaient des revendications parmi les plus populaires. Une fois de plus, la révolution relevait la tête.

La crise au sommet s'intensifiait également. Les politiciens bourgeois perdaient progressivement leur mainmise sur le pouvoir. Le fossé entre eux et le clergé s'élargissait aussi. Ils exprimaient maintenant ouvertement leur inquiétude au sujet de la Constitution proposée, qui donnait tout le pouvoir à la hiérarchie chiite. Ils faisaient aussi pression sur les mollahs pour qu'ils prennent une part active dans la répression visant à décapiter le mouvement de masse.

D'un autre côté, les mollahs manifestaient de plus en plus ouvertement leur véritable intention de prendre totalement le contrôle des institutions politiques et financières de l'Etat. De plus, pour essayer d'endiguer la perte de leur crédibilité auprès de fractions de plus en plus importantes des masses, les mollahs commencèrent progressivement à attribuer toute la responsabilité de la crise aux politiciens bourgeois.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu l'occupation de l'ambassade américaine. Elle fut préparée et organisée par le parti au pouvoir (le PRI) et son objectif essentiel était de canaliser le mouvement de masse.

Premièrement, une démagogie anti-impérialiste vide de contenu constituait une bonne ligne politique pour détourner l'attention de la très réelle dynamique anti-impérialiste qui se développait rapidement. On appela les ouvriers et les paysans qui sapaient quotidiennement les bases de la classe dominante à abandonner cette lutte pour concentrer tous leurs efforts sur ce que Khomeiny appelait « la deuxième et la plus importante révolution contre le Grand Satan ».

Pratiquement, cela signifiait participer à des mobilisations quotidiennes autour de l'ambassade américaine pour y écouter diverses personnalités du régime chanter les louanges de la « ligne anti-impérialiste de l'Imam » et proclamer des motions condamnant le régime précédent et soutenant le CIR. L'Imam lui même appela le monde à cesser « toute grève ou autre désordre » pendant que se déroulait cette « deuxième grande révolution ».

Deuxièmement cet événement fournit l'occasion de se débarrasser du gouvernement qui était devenu extrêmement impopulaire et de donner tous les pouvoirs au CIR, dominé par les mollahs. De cette façon, la direction Khomeiniste se blanchissait de toute cette politique impopulaire, et du même coup elle masquait sa propre mainmise sur le pouvoir en allégeant la nécessité de se débarrasser d'un régime impopulaire. Ainsi, l'échec politique de la première tentative de reconstruction de l'Etat bourgeois était maintenant compensé par le gain d'un nouveau soutien populaire à un Etat bourgeois « anti-impérialiste ».

Tout groupe ou tout individu qui gênait le PRI était rapidement dénoncé par les « étudiants suivant la ligne de l'Imam » (officiellement des « étudiants islamiques indépendants » chargés de l'occupation de l'ambassade) qui publiaient des documents « prouvant la collaboration » des groupes ou des individus en question avec l'ambassade américaine. De cette façon, on « prouva » également que les dirigeants de nombreuses shoras des ouvriers ou des paysans combattant le régime étaient en fait tous manipulés par l'ambassade américaine ! On « découvrit » également des liens entre la « gauche infidèle » et le grand Satan.

Même Le parti Toudéh qui avait affiché sa ligne collaborationniste pouvait maintenant gonfler cet événement et par conséquent proclamer qu'il était juste de s'unir avec le clergé « anti-impérialiste militant ». Il réussit même à organiser une scission au sein du plus important groupe de gauche, l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple Iranien, et à enrôler dans les

collaborateurs un groupe beaucoup plus important que lui même (l'Aksaryat, les soi-disant « Fedayins majoritaires »), groupe qui avait une base considérable dans la classe ouvrière. C'est ce groupe qui donna en réalité quelque substance matérielle aux trahisons du parti Toudéh. Avant cela, le Toudéh n'avait pas réellement de crédibilité auprès de la classe ouvrière.

Troisièmement, sous le prétexte de « mobiliser l'armée des 20 millions » censée combattre le « Grand Satan », les instruments armés de la domination religieuse furent énormément renforcés. Ce renforcement aida beaucoup le régime à écraser de nombreux mouvements de protestation, dont les plus importants furent celui des shoras des paysans Turkomans et le soulèvement populaire anti-hizbolah à Tabriz.

Dans ces conditions, les mobilisations autour de l'ambassade américaine elle-même se transformèrent progressivement en un nouvel instrument de répression utilisé contre les travailleurs et leurs organisations. Les centres des shoras furent occupés par des bandes de hizbolahis organisés autour de l'ambassade et acclamant la « Grande Révolution » et les « Etudiants suivant la ligne de l'Imam ». Avec cette méthode, la plupart des centres des shoras indépendantes furent détruits un par un. Au cours de tous ces événements le parti Toudéh et Aksaryat soutinrent le régime et attaquèrent la gauche. Le poids de ces mobilisations « anti-impérialistes » se fit progressivement sentir sur le mouvement ouvrier.

Le renforcement relatif des groupes de collaboration de classe pour lesquels la démagogie anti-impérialiste de Khomeiny fut une bénédiction, eut un effet néfaste sur le mouvement ouvrier. La scission dans l'organisation des Fedayins et la création de l'Aksaryat signifiaient qu'une importante fraction de l'avant-garde était maintenant entraînée dans une collaboration directe avec le régime islamique. Avec l'aide de ces éléments, les anjomans islamiques gagnèrent une nouvelle crédibilité au sein des entreprises et le Comité de Coordination des Anjomans et Shoras islamiques se développa rapidement.

Après quelques mois de « révolution anti-impérialiste », les forces de répression s'étaient suffisamment renforcées pour permettre au régime de lancer une nouvelle vague de terreur. Tout d'abord, les campus universitaires qui étaient à cette époque dominés par la gauche furent occupés par le régime afin d'y mener à bien une « Révolution Culturelle Islamique contre les universitaires pro-occidentaux ». De nombreux militants étudiants furent sauvagement assassinés et des milliers furent arrêtés. Ensuite, une nouvelle offensive fut lancée contre les Kurdes. Elle fut beaucoup plus brutale que précédemment et reposa bien davantage sur les nouveaux groupes armés des hizbolahis que sur l'armée régulière. Enfin, on s'apprêta ouvertement à interdire les shoras indépendantes et à arrêter leurs dirigeants.

Les dirigeants des travailleurs du pétrole furent arrêtés et leur shora fut liquidée. L'union des Shoras Islamiques Révolutionnaires fut mise hors-la-loi et beaucoup de ses dirigeants furent arrêtés. La Shora Nationale des Chemins de Fer subit le même sort. Les centres des shoras indépendantes d'Arak, de Ghazvin, de Shiraz et de Téhéran furent toutes occupés et fermées.

La participation des travailleurs aux bénéfices fut abolie, les augmentations de salaires furent déclarées illégales et tout directeur qui enfreindrait ce nouveau décret déclaré passible d'emprisonnement. Le CIR établit également un nouveau code de fonctionnement pour les shoras islamiques, code qui, de fait, mettait fin à toute possibilité de créer une shora ouvertement indépendante.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu, fin septembre 1980, l'invasion irakienne. Ce fut une nouvelle épreuve décisive pour le mouvement ouvrier.

La réaction la plus immédiate à l'invasion fut une vague hystérique de chauvinisme qui engloutit rapidement le pays tout entier, y compris la classe ouvrière et presque toute la gauche.

Les travailleurs envoyèrent des volontaires sur les Fronts, augmentèrent la production pour soutenir l'effort de guerre et donnèrent une partie de leurs salaires. Les groupes qui s'opposaient à cette guerre furent submergés par ce nouvel état d'esprit. Cette situation réduisit beaucoup l'opposition politique au régime et permit à ce dernier de véritablement s'attaquer à la tâche de la reconstruction de l'appareil d'Etat.

Autre conséquence extrêmement importante de la situation : l'accroissement sans précédent du nombre des hommes en armes et partisans du régime. On ressuscita l'armée régulière elle-même qui n'avait aucune crédibilité auprès des masses et on la reconstruisit en alléguant les nécessités de la guerre; les mollahs la sanctifièrent en la proclamant armée islamique. La force de l'armée des Pasdarans fut triplée et une nouvelle organisation mise sur pied pour recruter du sang frais (le Corps Basidji). Même les anjomans islamiques étaient désormais armés.

Les effets socio-économiques de la guerre elle-même réduisirent largement les espérances de la population. Une importante fraction de la classe ouvrière n'était plus prête à affronter le régime pour des revendications économiques et sociales, de peur des représailles. Le gouvernement avait gagné une sympathie populaire massive et en profitait pleinement en rappelant constamment la pénurie engendrée par la guerre et en demandant davantage de sacrifices.

Au sommet, il apparaissait de plus en plus évident que les mollahs se préparaient pour un coup final. A la fois pour se débarrasser de tous leurs rivaux bourgeois en ce qui concernait le problème du pouvoir et pour mettre un terme définitif à ce qui restait de la révolution de 1979.

Ceux qui, au sein du régime, étaient opposés à une nomination totale des religieux se regroupèrent autour du président Bani-Sadr qui, en tant que chef des Forces Armées, avait utilisé la guerre à son profit pour y gagner une certaine popularité.

L'organisation des Moudjahidine, qui s'était développée au point de dépasser en importance les plus grands des groupes de gauche, misa tout sur Bani-Sadr, en espérant un dénouement rapide et sans douleur au sommet.

Ce qu'ils ne remarquaient pas, comme beaucoup d'autres c'était la préparation à grande échelle, par le PRI, d'une nouvelle et plus horrible vague de terreur, et la dégradation du rapport de forces au profit des mollahs. Le clergé n'eut besoin que de quelques mois de guerre pour lancer son offensive finale contre la révolution.

La répression de l'été 1981

La vague de terreur lancée par le régime islamique en juin et juillet 1981 entraîna rapidement un recul sévère du mouvement de masse révolutionnaire et une reprise en main totale de toutes les institutions post-révolutionnaires par la fraction bourgeoise religieuse réactionnaire qui se préparait à cela depuis l'insurrection. Les principales forces de la gauche n'étaient pas préparées pour faire face à cet assaut contre-révolutionnaire.

Les collaborateurs - dirigés par le Parti Toudéh et leurs compagnons de route Aksariyat - continuèrent à soutenir le régime des « musulmans militants », proclamant qu'il était « anti-impérialiste ». Ils dénoncèrent l'opposition à cette terreur comme « complot impérialiste ». En fait, ils collaborèrent avec l'appareil de répression en fournissant des renseignements sur la gauche, ce qui conduisit à l'arrestation et l'exécution de milliers de militants. Dans ces circonstances, il était clair que le maintien de leur soutien au régime ne pouvait signifier qu'une collaboration active avec les forces répressives de l'Etat. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'ils deviennent inséparables d'instruments tels que l'Armée des Pasdarans, les Anjomans islamiques, le Corps des Basidji, les voyous hizbolahis, les Comités d'Imams etc. Leurs membres dirigeaient des équipes d'interrogatoire à la prison d'Evin et entraînaient des tortionnaires hizbolahis à la pratique de la torture pour arracher des informations aux militants de gauche.

D'importantes fractions de la gauche commirent l'erreur coûteuse de faire preuve de suivisme par rapport à l'Organisation des Moudjahidin. Les Moudjahidin, contrairement à toutes leurs déclarations postérieures, avaient toujours eu pour but de participer au pouvoir avec ce qu'ils appellent maintenant « la réaction ». Leur principale tactique pour y parvenir avait été, d'une part, d'apaiser le régime dans son ensemble (un mois seulement avant cette vague de terreur, leur leader avait supplié « le père de la révolution », c'est à dire Khomeiny, de leur accorder une audience) et d'autre part d'essayer d'occuper des positions au sein du régime en gagnant le soutien d'une partie du clergé et de l'armée. Pris au dépourvu par la terreur, la réaction des Moudjahidin fut alors de changer d'orientation et de pousser à une rapide prise du pouvoir par le sommet grâce à l'action combinée de leur propre « milice » et d'une promesse de soutien de la part d'une fraction interne au régime qui s'était alignée derrière le « Président » et le « Chef des armées », Bani-Sadr.

La conséquence de cette politique appartient maintenant à l'histoire. Les parties les plus importantes de la prétendue fraction « libérale » à l'intérieur de l'appareil d'Etat se joignirent à la campagne de terreur, et la tentative désespérée de la direction des Moudjahidin d'opposer une « résistance armée » conduisit à la perte de plus de dix milles de leurs militants de base et fournit au clergé le prétexte pour intensifier encore la terreur.

La majorité de la gauche s'effondra avec les Moudjahidin sans avoir eu le temps de se rendre compte de ce qui se passait et de se réorganiser. Les forces contre-révolutionnaires étaient grandement renforcées. Ayant évalué le rapport de force, le régime réactionnaire décida de porter un coup décisif final à tout ce qui pouvait subsister du mouvement révolutionnaire.

Moins d'un an plus tard, le parti Toudéh et les collaborateurs d'Aksariyat eux-mêmes furent passés par les armes. On, n'avait plus besoin d'eux. Ils avaient bien servi leurs maîtres en anéantissant le mouvement révolutionnaire. C'était maintenant leur tour de goûter à leur propre médecine.

Ce ne fut qu'alors qu'ils décidèrent d'entrer dans l'« opposition » ! Même alors, on doit le dire, il leur fallut une autre année pour réellement dénoncer le régime

Le résultat majeur de cette période fut la quasi-totale destruction de toutes les organisations de masse indépendantes, y compris les Shoras ouvrières. Des arrestations en masse et exécutions sommaires de milliers de militants connus s'ensuivirent également. La situation se détériora si rapidement qu'avant le troisième anniversaire de l'insurrection de février 1979, aucun des acquis principaux de la révolution n'était resté intact.

Face à ce recul, les opportunistes de toute couleur qui avaient en fait couvert délibérément ou constamment sous-estimé le potentiel contre-révolutionnaire du régime religieux et de ses troupes de choc petites-bourgeoises et qui étaient responsables de l'impréparation du mouvement révolutionnaire, proclamèrent que leur erreur principale était d'avoir « surestimé les capacités » de la classe ouvrière iranienne.

La riposte: 1982-1983

En Mai 1982, un certain nombre de signes indiquaient une montée de la résistance des travailleurs face à l'offensive du régime. Il y eut, par exemple une augmentation importante du nombre d'actions revendicatives entre mai 1982 et mai 1983 (plus de 35 mouvements de grève totale, et encore davantage de perlés et d'occupation).

Les formes de protestation avaient également un caractère plus militant comparé à l'année précédente, où les moyens les plus courants avaient consisté à envoyer des lettres aux autorités ou à faire signer des pétitions. D'autre part, beaucoup de nouvelles couches de travailleurs furent entraînées dans la lutte au cours de cette période.

On peut juger des effets qu'eurent les mouvements de protestation des travailleurs au fait qu'en septembre 1982, lors d'une assemblée de dirigeants d'entreprises réunis pour étudier les problèmes de l'Industrie iranienne, il fut reconnu que la moitié de la baisse de la production était due à des luttes revendicatives; alors que le reste avait pour cause les problèmes généraux de la crise économique, la pénurie de matières premières et la guerre.

Malgré une répression incontestablement plus dure, et l'intervention des forces armées du régime dans presque tous les conflits sociaux au cours de cette période, les travailleurs obtinrent des victoires dans un certain nombre de luttes importantes.

En même temps, les anjomans islamiques connurent une nette baisse de leur influence. Ils se retrouvèrent très isolés et perdirent beaucoup de leurs adhérents. Le boycott de toutes les Institutions Islamiques au sein des entreprises prenait de l'ampleur.

La plupart des mouvements de contestation furent alors dirigés contre les tentatives faites pour baisser de différentes manières les salaires, pour allonger les horaires de travail et pour imposer des licenciements. Beaucoup de protestations s'élevèrent également contre les anjomans islamiques et leurs membres.

La première grande grève de cette période éclata le 17 mai dans la sidérurgie, à Ispahan, contre un plan de licenciement de milliers d'ouvriers du bâtiment. Après deux jours de grève, malgré les agressions répétées des nervis du Hizbolah, la direction n'avait pas réussi à briser la détermination des ouvriers et elle a accepté la convocation d'une assemblée générale de tous les travailleurs. Lors de cette assemblée, les ouvriers adoptèrent une résolution exigeant, entre autres, la réorganisation de la direction de l'entreprise, ainsi que la démission du ministre du travail et du gouverneur de la province. Le 21 mai, la télévision régionale dut consacrer une émission de deux heures à expliquer le plan du gouvernement et à tenter d'intimider les ouvriers pour qu'ils reprennent le travail.

Le lendemain pourtant, une immense manifestation à laquelle participèrent de nombreux secteurs de la classe ouvrière d'Ispahan fut organisée. Des pasdarans armés s'en prirent violemment aux manifestants dont un grand nombre furent arrêtés. L'agitation se poursuivit néanmoins jusqu'à ce que le gouvernement fût forcé de battre en retraite et de retirer ses projets.

Cette lutte eut un impact très important sur l'ensemble de la classe ouvrière. A cause de l'ampleur du conflit et de l'incapacité du régime à empêcher les nouvelles de la lutte de se propager, cette grève eut un large écho et suscita la solidarité dans l'ensemble de la classe ouvrière, muselée depuis longtemps. A la suite de cette grève le nombre de luttes augmenta très sensiblement.

Les grèves chez Tchite Momtaz (textile), Renault, Pars Métal, Général Motors, Gherghereh Ziba (textile), Pars Elektrik, dans les Chemins de Fer, à la Compagnie des Bus de Téhéran, les chauffeurs de Taxi de Téhéran, des centres techniques de la Compagnie Aérienne Nationale, à Shissheh Ghazvin (verrière) et Bridgestone, ont compté parmi les plus importantes.

Mais la lutte la plus significative de cette période fut néanmoins celle qui fut menée contre le projet de loi sur la législation du travail. Le ministre du Travail, soi-disant Makatabi (intégriste), annonça le 1er mai 1982 que la nouvelle législation islamique du travail, promise depuis longtemps, avait déjà été rédigée et envoyée aux Faghihs (mollahs) pour être ratifiée.

Khomeiny, Montazéri, et toute une série de mollahs (y compris ceux de l'Ecole Théologique de Qom) continuaient à approuver les principes fondamentaux de cette loi. Le projet de loi fut ensuite discuté par le gouvernement, et fin 1982 on annonça que la rédaction était prête et se trouvait déjà devant le parlement. Le gouvernement refusait, cependant, d'en publier le texte.

Quand, finalement, le contenu du projet de loi fut publié, les raisons de cette réticence à le rendre public devinrent claires. Il est, en effet, difficile d'imaginer législation plus réactionnaire. Le seul but de ce projet de loi était d'encourager et de légaliser la surexploitation des travailleurs et d'inciter les riches marchands du Bazar à faire des investissements rentables plutôt qu'à thésauriser et spéculer.

Le capitalisme islamique en Iran signifiait purement et simplement allonger la journée de travail autant que faire se pouvait, réduire les salaires au minimum vital, dépenser le moins possible pour l'achat de machines, etc. De toute façon, l'investissement dans de nouvelles machines était impossible à cause du niveau extrêmement bas des échanges commerciaux avec l'étranger et du fait que les capitalistes n'y voyaient aucun avantage à long terme.

Afin de faciliter une augmentation des profits et d'encourager ainsi les capitalistes à investir, les nouvelles propositions devaient donc autoriser le patron (appelé « propriétaire du travail ») à « louer les services » des travailleurs (appelés « accepteurs du travail ») sur la base d'un « contrat islamique » passé individuellement entre l'ouvrier et le capitaliste (toute forme de négociation collective étant considérée comme non-islamique !).

Les heures de travail, les salaires, les allocations, l'âge de la retraite, les pensions, etc., devaient tous être fixés par ce contrat et absolument aucune garantie légale (même pas celles acceptées par la législation du travail sous le régime du Chah), n'était prévue car cela était jugé contraire à l'islam. On Proclamait fièrement que « dans l'islam, il n'y a pas de contradiction entre richesse et pauvreté, mais uniquement entre Islam et Paganisme ». Mais comme les protestations contre la nouvelle loi s'élevèrent de toute part, tous les mollahs et leurs serviteurs furent obligés de ravalier leurs belles paroles quelques mois plus tard. Beaucoup d'anjomans islamiques furent même contraints de dénoncer publiquement la Législation Islamique du Travail.

Nombre de pétitions furent signées et envoyées aux autorités. Dans beaucoup d'usines les ouvriers mirent en place des commissions pour étudier le projet de loi et dresser une liste des critiques. Dans beaucoup d'endroits, des dignitaires du régime durent se rendre dans les usines pour essayer d'expliquer les « vertus » de la nouvelle loi. La contestation continua cependant à se développer.

Les ayatollahs les plus populaires, comme Montazéri, qui avaient tous certifié que le projet de loi correspondait absolument à l'orthodoxie islamique, furent alors obligés, les uns après les autres, de dire qu'ils n'étaient pour rien dans l'élaboration de cette loi. Certains allèrent même jusqu'à dire qu'elle n'était peut-être pas, après tout, si islamique que cela. Et le 19 mars 1983, le gouvernement annonça finalement que le projet de loi était retiré.

Une fois de plus, les mollahs et leurs amis capitalistes avaient sous-estimé la force de la classe ouvrière. Un an et demi de massacre ininterrompu n'avaient pas intimidé les travailleurs au point de pouvoir leur faire accepter une législation du travail aussi draconienne.

La défaite du Régime Islamique à propos de ce projet de loi eut d'importants résultats. Non seulement le régime perdit ce qui lui restait encore de soutien populaire au sein de la classe ouvrière, mais les ouvriers devinrent eux-mêmes plus confiants dans leur capacité à résister au régime malgré la répression.

La soulèvement de 1983-1985

Les conséquences de la défaite du gouvernement sur le code du travail apparurent clairement au cours des semaines qui précédèrent le 1^{er} mai 1983. Bien que le régime des religieux indique que « le Tout-Puissant lui même est un ouvrier », il avait refusé de faire du 1^{er} mai un jour férié pour les travailleurs.

Cette année-là cependant les travailleurs venaient de faire l'expérience des « commissions » qu'ils avaient organisé pour discuter de la loi sur la législation du travail. Maintenant, ils continuaient ouvertement et mirent en place des comités pour le 1er mai. En réaction à sa défaite sur le Code du Travail et face à cette nouvelle contestation qui se développait ouvertement, le gouvernement, une fois de plus, intensifia la répression. Au cours de la deuxième quinzaine du mois, une nouvelle vague de terreur déferla sur les militants ouvriers.

Bien que la répression fût brutale, elle n'obtint pas les mêmes résultats que précédemment. A ce moment-là, les travailleurs n'avaient plus aucune illusion sur la nature réactionnaire et bourgeoise du Régime Islamique et ses prétendues « institutions révolutionnaires » telles que le corps d'armée des Pasdarans ou les anjomans, et après deux années de répression violente et implacable, ils étaient plus conscients que jamais de l'importance d'avoir leur propre organisation indépendante.

Les militants ouvriers sortaient de cette période en ayant mis en place des organisations clandestines dans de nombreuses usines et en ayant appris des méthodes de lutte plus perfectionnées dans des conditions de répression féroce.

Par exemple, pour empêcher les représailles contre leurs représentants, les travailleurs évitaient de plus en plus que les revendications soient présentées par des militants individuellement. Dès qu'un conflit concernant la majorité des travailleurs d'une entreprise éclatait, le cours normal des choses consistait à organiser des assemblées, qui sont plus difficile à réprimer. Et les ouvriers se sentaient également plus concernés par les problèmes de représailles à l'encontre de leurs camarades. Ils organisèrent une aide financière pour les familles des victimes, et chaque fois que la possibilité se présentait, ils exigeaient inlassablement la réintégration des ouvriers victimes de la répression.

Dans un certain nombre de grèves, il est clair qu'un comité clandestin de militants ouvriers, qui dirigeait et organisait les travailleurs, était à l'initiative des actions menées.

Dans quelques cas, de tels comités ont même fait des déclarations et des proclamations publiques. Ils ont plus ou moins remplacé les shoras indépendantes de la période précédente. Tout comme ces dernières, ils ne se limitèrent pas à une revendication ou une forme d'action particulière. Si nécessaire, ils pouvaient agir en tant que cellules syndicales ou comme comités de grève.

Il y eut ainsi, pendant cette période, beaucoup plus de grèves que dans la période précédente (plus de 140 en deux ans), et beaucoup plus de succès également. La contestation contre les anjomans islamiques était plus large. Dans la plupart des usines les membres des anjomans, y compris leurs compagnons de route du Parti Toudéh et de l'Aksariyat, furent complètement boycottés. Les protestations contre la guerre Iran-Irak et ses conséquences pour les travailleurs devinrent également un facteur important dans cette période. En outre, un état d'esprit de révolte commençait à se développer, ce qui pouvait ouvrir la voie à une grève générale. On vit également des grèves et d'autres formes de luttes revendicatives éclater dans des usines qui avant étaient encore des bastions des forces favorables au régime et qui étaient donc à l'arrière-garde de la lutte.

Quelques-unes des luttes les plus significatives du début de cette période eurent lieu à :

Kontour Sazy-e Ghzvin (fabriquant de compteurs électriques et de gaz), en juin 1983 ;

Razy (complexe chimique) en juin-juillet 83 ;

Klaj (pièces détachées pour automobiles) en juillet 83 ;

Chimiko Farma (produits chimiques) août 83 ;

Pars métal en septembre-novembre 83 ;

Fiat en décembre 83 ;

Les manufactures de Tabac en décembre 83.

Tidamin (métalliques et ressorts) en janvier 84 ;

Madar (textile) en janvier 84 :

Général Plastics en février 84 ;

Luleh Sazy-e Ahwaz (tuyaux en acier) en février 84 ;

Azméyech (appareils ménagers) en février 84) :

Etc.

Au cours des mois de février et de mars 1984 il y eut une augmentation très nette du nombre de conflits. En plus de l'agitation contre "le projet de grille de classification des emplois", il y avait beaucoup de grèves au sujet des contrats de productivité et des primes de fin d'années. De telles grèves eurent lieu, par exemple chez :

Mazda (automobiles) ;

Shinva (pétrochimie) ;

Nasset (lames de rasoir) ;

Sepehr Elektrik ;

Iran Yaésa ;

Chit-e Ray (textile) ;

Karoon (agro-industries);

Luleh va Machin Sazy-e Iran ;

Abyek (cimenterie) ;

Etc.

Le jour du 1er mai 1984, eut lieu la grève perlée la plus étendue depuis de nombreuses années. Comme auparavant, des comités pour le 1er mai avaient été organisés en vue de célébrer la Journée des Travailleurs. Dans beaucoup d'usines, quelques jours avant le 1er mai, des proclamations furent adoptées attaquant le régime parce qu'il refusait de faire de cette journée un jour férié national.

Une des grèves les plus importantes de cette période se déroula à l'usine Sassan (boissons non alcoolisées) en juillet 1984. La direction avait annoncé qu'à cause de la guerre, elle ne paierait pas de primes de productivité pour les mois précédents. Le 15 juillet, les travailleurs se mirent en grève. Le 18 juillet, les Pasdarans occupaient l'usine et arrêtaient de nombreux ouvriers. Les ouvriers ripostèrent en prenant le représentant du Procureur de la République en otage.

Le lendemain, les pasdarans prirent d'assaut l'usine en tirant sur les ouvriers, deux ouvriers furent tués et cinquante autres arrêtés. Mais la grève continua. Le 24 juillet, le procureur principal de la République Islamique se rendit à l'usine pour faire la leçon aux ouvriers grévistes. Les travailleurs s'attaquèrent à lui, prirent en otages ses quatre gardes du corps et exigèrent la libération de leurs camarades. 500 pasdarans attaquèrent les ouvriers, tuant onze d'entre eux et en arrêtant plus de 300, l'usine fut fermée le lendemain. Elle fut réouverte un mois plus tard, mais les services du Procureur Islamique avaient mis en place une commission d'enquête à l'intérieur même de l'usine pour rechercher les responsables des incidents. Le passage à tabac et la torture devinrent une pratique quotidienne dans les usines et beaucoup d'ouvriers sont aujourd'hui encore en prison.

La nouvelle de la grève chez Sassan et de l'importance de la répression se répandit dans beaucoup d'entreprises et dans quelques usines (aux aciéries Générales et à Shisheh va Gaz par exemple) il y eut quelques mouvements de solidarité. Cependant, le résultat le plus significatif de cette grève fut qu'elle mit en lumière l'opposition grandissante à la continuation de la guerre au sein de la classe ouvrière.

Beaucoup de grèves qui eurent lieu en 1984 étaient directement liées à la protestation contre la guerre. Chez Ghoveh-e Pars (batteries), Farsh-e Pars (tapis), Saypa, Jam (chaussures), Barf Kar (textile), Vagon Sazy-e Pars (wagons), Mina (verrière), etc. Il y eut des grèves totales et des grèves perlées contre la contribution forcée à la guerre (une à trois journées de paye chaque mois).

Au cours de cette période, il y eut aussi plus de conflits ouverts et de heurts importants avec les anjomans islamiques, par exemple les grèves chez Soviran (produits chimiques), Tolidaru (produits chimiques), Benz-e Khavar (camions), les Chaussures Melli, Machin Sazy-e Arak (machines-outils), Gherghereh-r Ziba (textiles), connurent des heurts entre les anjomans et les travailleurs.

Mais la victoire la plus importante de cette période fut celle remportée par la grève de plus de deux mille ouvriers de la construction métallique à l'Acierie d'Ispahan. La direction qui avait été contrainte de retirer ses plans de licenciement en 1982, pensait que le moment était maintenant propice pour imposer son plan une nouvelle fois.

Le 11 novembre les travailleurs tinrent une assemblée générale et fixèrent à la direction un délai de quinze jours pour qu'elle change d'avis. La grève commença le 28 novembre. Elle eut un impact très important à Ispahan, un bastion des Hizbolahis. Les autorités mobilisèrent les « familles des martyrs » (victimes de guerres), les Basidji et autres forces pro-gouvernementales pour les dresser contre les grévistes. Mais rien n'y fit. Le 6 décembre le gouverneur d'Ispahan parla à la télévision en menaçant les travailleurs d'une mobilisation générale des Hizbolahis s'ils n'arrêtaient pas la grève. Mais la grève continua et chaque jour apportait de nouveaux signes du courant de sympathie qui grandissait dans le reste de la classe ouvrière d'Ispahan en faveur de la grève. La solidarité et la détermination des grévistes obligèrent finalement la direction à céder le 10 décembre.

La victoire des sidérurgistes eut une très grande influence sur la combativité de la classe ouvrière. Dans les quelques mois qui suivirent, jusqu'en mai 1985, il y eut plus de 35 grèves. Le jour même du 1er mai, il y eut tellement d'arrêts de travail que le gouvernement céda au milieu de la matinée. Dans la plupart des entreprises les ouvriers prirent une journée de congé. Mais le plus significatif était le fait que, pour la première fois depuis le début de la guerre Iran-Irak, un certain nombre de mouvements de protestations politiques (sous la forme de courts débrayages et d'occupations) contre la continuation de la guerre se produisirent.

Après la gurre

En juillet 1988, l'Iran accepta avec un an de retard la résolution 598 du conseil de sécurité sur le cessez le feu entre l'Iran et l'Irak. La situation économique et politique obligea le régime à accepter la fin de huit ans de guerre avec l'Irak. Pour venger son humiliation il liquida plus de 10 000 prisonniers politiques en quelques jours, un acte de barbarisme sans précédent. La terreur noire sévit dans le pays. Le pouvoir théocratique renforça ses appareils répressifs partout, en particulier dans les usines, les centres scolaires, les universités et les villages, sous forme du conseil islamique du travail (C.I.T.), association islamique, et de Maison de l'Ouvrier.

En interdisant les organisations syndicales indépendantes, le régime instaura, dans les lieux de travail, les Conseils Islamiques du Travail (C.I.T.). Cet organe tripartite (représentant des travailleurs, du patronat et de l'Etat) était dirigé par « la Maison de l'ouvrier », le pion du régime. Le C.I.T. était contrôlé par l'Association Islamique, et par la Savama (Savac du Chah). Le C.I.T. fut enfin soumis aux ordres du Guide suprême « Khamenéi », le prétendu représentant de Dieu.

Ainsi, ces instruments du régime, qui sont intégrés dans la structure répressive de l'Etat théocratique, dirigent les mouvements revendicatifs des travailleurs, dans les lieux de travail, en vue de les désorienter.

En dépit des obstacles anti-ouvriers, dans les lieux de travail, les travailleurs profitent de ces tribunes pour exprimer leurs revendications, dans la légalité, tandis que dans les quartiers populaires, et les grandes villes, les mécontentements s'expriment vivement, en dehors du contrôle du régime, face à la répression du régime qui s'appuie essentiellement sur les milices armées Hezbollah, « les Pasdarans », et les forces armées, appelées « la force anti-émeute ».

Depuis 1991, la situation économique stagnante a pesé

progressivement sur les grandes unités industrielles, en particulier l'industrie du tissage et de la chimie. De nombreuses usines sont fermées ou en faillite, et les profits importants de l'Etat sont annulés. Le Ministre de l'intérieur a déclaré : « Si le gouvernement ne facilite pas l'aide nécessaire aux usines, la production des industries diminuera de moitié ».

La politique de privatisation des entreprises publiques continue et renforce le chômage. Selon la déclaration du gouvernement, cette politique va continuer, au cours des prochaines années. Les efforts du gouvernement d'Iran pour favoriser l'entrée des capitaux étrangers sont sans succès pour des raisons d'insécurité.

A la suite de la faillite successive des usines, et de la chute de la production, la politique de licenciement de travailleur du secteur de la production a été annoncée par le gouvernement, comme pilier de son programme économique. C'était une politique offensive, sans précédent, contre les travailleurs, depuis 1993, appelée « la politique d'ajustement ». Cette réforme économique, menée par l'aile "modérée" du régime incarné par l'ex président Rafsanjani, pour répondre aux exigences de la finance internationale et d'organisations telles le FMI et la Banque Mondiale, n'ont pas amélioré la situation.

Face à cette politique du régime, les protestations étendues se sont développées. Les revendications les plus importantes consistaient à défendre le droit à l'emploi et à empêcher les licenciements collectifs. Les travailleurs s'organisent sous forme de : rassemblement, pétitions s'adressant au Ministre du Travail, par l'intermédiaire du C.I.T., qui avait une position modérée, grâce à la pression constante des travailleurs d'une part, et la contradiction au sein du pouvoir, d'autre part, malgré sa dépendance au pouvoir.

Pour légaliser les licenciements collectifs, à l'encontre de certains articles du code du travail, les extrémistes faisaient pression sur le pouvoir, pour changer ces articles en faveur du patronat, selon un projet.

L'ampleur du mouvement de protestation des travailleurs était tellement puissante que les organisations ouvrières dépendant du régime y participaient forcément.

Ayant peur de la situation explosive du pays, qui s'était développée, au cours de ces dernières années, et compte tenu de l'importance vitale du chômage collectif, qui menaçait les travailleurs, le régime annula le projet envisagé, afin de se mettre à l'abri et de trouver une solution modérée, en l'absence d'une organisation syndicale indépendante.

Mouvement contestataire des ouvriers pétroliers

Malgré la répression du régime islamique, les ouvriers, comme les autres couches sociales, n'ont pas abandonné leur lutte. Ils continuent leur combat pour défendre les acquis et les droits sociaux qui ont été bafoués.

Ainsi, les ouvriers de l'industrie pétrolière d'Iran entrèrent aussi en lutte. Le mouvement des ouvriers pétroliers fut commencé par un rassemblement de trois jours à la « Maison de l'Ouvrier » au mois de juillet 1996. Leurs revendications concernaient notamment le refus de la cherté exorbitante et la chute continue du pouvoir d'achat. D'autres revendications furent avancées : la fixation d'un salaire minimum, l'augmentation de salaire relatif à l'inflation, le paiement de la part alimentaire, le prêt aide au logement, le paiement des primes pour les emplois difficiles et dangereux, la classification de l'emploi et le rétablissement des conventions collectives.

Ensuite, les travailleurs pétroliers se rassemblèrent devant le bureau central de la compagnie pétrolière à Téhéran en réclamant la réalisation de leur revendication. Agazahéh, le ministre du pétrole (énergie), se présenta devant le rassemblement des ouvriers mécontents, et promit de leur donner une réponse dans un délai de deux mois.

Quelques mois plus tard, aucune revendication ne fut retenue. Les ouvriers se mirent en grève les 18 et 19 novembre 1996. Ils annoncèrent le maintien de leur grève en cas de non-réponse de la part des autorités. Malgré la censure, cette grève générale eut une répercussion importante en Iran.

Les 5 et 6 février sont très importants dans ce mouvement. Les travailleurs de la raffinerie, de la distribution, du gazoduc, de la Compagnie Nationale du Gaz, de Téhéran, ainsi que de Chiraz, Tabriz et Ispahan, ont élu leurs délégués et les ont envoyés à Téhéran pour la création d'une organisation générale des ouvriers de l'industrie pétrolière. Le 7 février 1997, les délégués se réunirent à Téhéran.

Le régime de la République Islamique, qui ne supporte aucune formation indépendante ouvrière, effrayé de la fondation d'une organisation dans une zone si sensible, envoya ses troupes répressives pour disperser la réunion des délégués. Et pour en empêcher une autre, le régime a renvoyé les délégués dans leurs villes et leur a interdit de la quitter. C'est ainsi que les réunions qui étaient en fait l'embryon d'une organisation de l'industrie pétrolière où les délégués étaient démocratiquement élus, furent dissoutes.

Cependant, le combat ne s'arrête pas là. Le 16 février 1997, quelques milliers d'ouvriers du pétrole se rassemblèrent devant le bureau central de la Compagnie Pétrolière et manifestèrent pacifiquement avec le slogan « NOUS VOULONS NOS DROITS ». Les ouvriers du pétrole de tout le pays y ont participé, et les délégués de la raffinerie des villes comme Abadan, Tabriz, Ispahan et Arak étaient présents. Les ouvriers de la raffinerie de la ville Irak qui avaient l'intention d'aller massivement à la manifestation en bus vers Téhéran furent bloqués par la police.

Avec le rassemblement des pétroliers devant le bureau central de la Compagnie Pétrolière, toutes les rues alentours furent envahies par les « Pasdarans Islamique ». Ils cernèrent les ouvriers, qui exigèrent le droit à la revendication, et les ont surpris avec la

matraque et la crosse du fusil, en répondant par la violence physique. Le régime eut si peur de la répercussion de ces événements que le bureau de garde du bâtiment de la Compagnie Pétrolière, interdit aux travailleurs de la compagnie pétrolière, dans un bâtiment de huit étages, de s'approcher des fenêtres pour ne pas voir la répression brutale des ouvriers par les « pasdarans ». Toutefois, plusieurs employés subirent des coups de la part des agents du régime.

Au cours de cette répression, selon les témoignages présents, et la presse étrangère, telle que « Associated Press » et « Agence France Presse », quelques 500 ouvriers ont été arrêtés, transportés par 13 bus vers la prison du ministère de renseignements et de la sécurité. Dans les jours suivants les agents de la police pénètrent chez les ouvriers soupçonnés d'être actifs dans l'organisation de ce mouvement dans les villes d'Ispahan, Tabriz, Abadan, Chiraz, Ahwaz, Masjedsoleiman et Aghadjari, et les ont arrêtés.

La barbarie et la cruauté du régime ne se limitent pas seulement à blesser et à emprisonner, mais aussi à assassiner des personnes pendant une manifestation pacifique. Hachem KAMELI 52 ans, atteint de maladie cardiaque sous la torture, et Gholam BARZEGAR, 38 ans, à cause des coups de crosse de fusil, ont perdu la vue. Ces ouvriers faisaient partie des arrêtés de la contestation du 16 février.

Selon les informations, les ouvriers de l'industrie pétrolière avaient l'intention de se rassembler le 23 février à Téhéran, devant le bureau central de la Compagnie Pétrolière, pour condamner la répression de la manifestation du 16 février et demander la libération de leurs camarades, mais les forces d'ordre les en ont empêché en cernant la raffinerie de Téhéran.

A Chiraz aussi les ouvriers de la raffinerie ont défilé, le 19 février, de la raffinerie vers le centre ville, et par la suite un rassemblement eut lieu.

Ils ont réclamé la libération immédiate de leurs camarades emprisonnés, ainsi que le rétablissement de la convention collective et de la reconnaissance de la formation indépendante et unitaire des ouvriers de l'industrie pétrolière.

Connaissant l'importance stratégique de l'industrie pétrolière et la crainte du régime de mouvements unitaires des ouvriers de ce secteur, la commission du pétrole du parlement Islamique a discrètement organisé des réunions. Pendant que s'opéraient des arrestations des ouvriers du pétrole dans la ville de Sari, 18 délégués ouvriers et plusieurs délégués de l'usine de sauce tomate et d'industrie agricole de Khorassan ont été arrêtées.

Ce mouvement des travailleurs iraniens du pétrole est important de divers points de vue. L'esprit de ce mouvement relate avant tout la conscience de la classe ouvrière. Celle-ci sait que sans une organisation indépendante elle ne peut pas obtenir satisfaction pour ses revendications et garantir ses acquis. L'expérience lui a montré que les organisations factices du régime telles que les C.T.I. et la « Maison de l'ouvrier » sont, pour le régime, des moyens pour contrôler les travailleurs, canaliser leur mouvement et mettre en sourdine leurs revendications.

Ce mouvement a également montré que le régime islamique n'a pu étendre son influence parmi les travailleurs, et que ces derniers ont pu s'organiser en dépit des injonctions du régime. Il est certain que cette conscience de classe et la création d'organisations indépendantes n'est pas seulement le fruit de ces derniers mouvements, mais qu'elle a des traditions anciennes.

Certes, toutes les revendications des travailleurs du pétrole étaient importantes, mais la lutte pour obtenir des contrats collectifs et la création d'organisations indépendantes étaient les événements les plus importants de la lutte de la classe ouvrière depuis la révolution. Ce qui est important c'est que les ouvriers luttent pour les questions les plus cruciales, voire stratégiques, à savoir l'établissement des contrats collectifs et la reconnaissance de leurs organisations.

Selon les statistiques du régime, 80% du revenu des exportations et 50% du budget de l'Etat sont constitués par l'exportation du pétrole. Ainsi, le pétrole constitue le fondement de l'économie et la source financière essentielle de l'Etat. Et toute perturbation dans la production et l'exportation du pétrole peut saper la stabilité du régime politique. L'importance stratégique de l'industrie du pétrole a été constatée lors de la Révolution. Les dirigeants de l'époque avaient agi avec brutalité aux revendications, mêmes syndicales, des travailleurs.

Vu cette spécificité, il est à remarquer que la grève des travailleurs du pétrole ne pouvait pas être de longue durée, car le régime ne peut supporter aucune perturbation dans ce secteur. Malgré le fait que les travailleurs du pétrole n'aient pas atteint toutes leurs revendications, ce mouvement revêt une importance capitale, car il était bien organisé, dans une branche hautement sensible et sous surveillance policière, et cependant il a contribué à changer le contenu des luttes de la classe ouvrière iranienne, et a laissé son influence sur les luttes des travailleurs dans d'autres secteurs.

La situation actuelle

La crise économique et politique du Régime Islamique allant en s'aggravant, toute augmentation du nombre de conflits sociaux aura un effet déterminant sur la stabilité du régime. D'autant plus que pour stabiliser l'ordre bourgeois, le gouvernement doit s'attaquer encore davantage à la classe ouvrière. Il ne fait pas de doute que la période à venir aura une importance décisive pour l'avenir du régime.

Beaucoup de signes le montrent déjà. En fait, le mécontentement général semble se développer et atteindre les limites de l'explosion. Les plus petits incidents conduisent parfois à des affrontements importants avec les forces répressives du régime.

De nombreux heurts ont eu lieu dans les quartiers pauvres des villes entre ces forces et la population à propos de l'approvisionnement en eau et en électricité ou des conditions de logements. Le Régime Islamique, qui avait promis le paradis, tente maintenant d'expulser les pauvres de leurs bidonvilles même.

Et c'est dans ces conditions qu'a lieu une montée des luttes ouvrières. Si cette tendance continue, il est de plus en plus probable qu'un mouvement de masse éclate contre le régime. La vague de terreur déclenchée par le régime a durement touché le mouvement de masse révolutionnaire. Mais les événements des deux dernières années ont montré que ce revers n'a pas été grave au point d'empêcher une remontée des luttes de masse. Par exemple le 1^{er} mai de chaque année, malgré l'interdiction gouvernementale, les ouvriers ont organisé un rassemblement indépendant et se sont affrontés avec la police du régime et les groupes paramilitaires.

Le fait que le mouvement ouvrier sorte de cette période avec une force renouvelée, clairement indiquée par sa capacité à mettre en place des comités d'usine clandestins et par sa volonté de s'en prendre au gouvernement et à ses institutions (telles que les anjomans islamiques) malgré la répression la plus brutale, montre les grandes possibilités que recèle la situation actuelle.

Ce régime est arrivé au pouvoir porté par une grève générale de la classe ouvrière iranienne qui dura quatre mois et qui fut une insurrection. La situation actuelle peut se transformer rapidement en une nouvelle grève générale. Et il faudrait probablement moins de quatre mois pour se débarrasser du Régime Islamique.

La clé de la situation se trouve dans la classe ouvrière. Si les comités d'usine arrivent à se développer et à s'unir pour organiser la lutte actuelle au plan national, il y a toutes les chances pour qu'une telle issue devienne réalité.

C'est pourquoi il est vital aujourd'hui que le mouvement ouvrier international aide par tous les moyens possibles la classe ouvrière iranienne dans sa lutte contre le régime religieux. Défendre les droits démocratiques des travailleurs iraniens et organiser la pression internationale contre le régime iranien peut peser d'un poids important sur le rapport de forces en Iran et peut jouer un rôle déterminant dans une période aussi critique.

Défendre les droits des travailleurs iraniens à s'organiser et à faire grève, exiger la libération de leurs camarades emprisonnés et organiser des actions de solidarité avec les luttes en cours, peut avoir des conséquences profondes sur la situation en Iran, si cela se fait avec vigueur et à grande échelle. Le régime iranien a tout fait pour montrer qu'il ne tient aucun compte de l'opinion publique internationale. Néanmoins, il ne peut rester complètement sourd aux protestations des forces progressistes au niveau international. Surtout quand on voit que les gouvernements occidentaux de droite essayent de soutenir ce régime réactionnaire, il est d'autant plus évident qu'un tel mouvement de solidarité peut avoir un poids important.

Le mouvement ouvrier de Grande Bretagne a déjà rendu un grand service en montrant l'intérêt qu'il porte aux luttes des travailleurs iraniens et en condamnant le régime islamique. Le simple fait de savoir qu'une telle solidarité existe est un encouragement pour tous ceux qui luttent dans des conditions aussi difficiles. Nous devons faire tout ce qui est possible pour maintenir et développer cette solidarité.

Nous sommes convaincus que si le mouvement ouvrier et démocratique français exigeait l'envoi de délégation syndicale et humanitaire pour se rendre en Iran afin d'enquêter sur la situation dans le pays, cela permettrait de développer la solidarité avec le peuple iranien et exercer une forte pression sur ce régime brutal.

H. Sépéhr

Mars 2000

Annexe

Extraits des articles de

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran

GREVE DANS LES TRANSPORTS URBAINS DE TEHERAN

Le régime iranien mène une guerre sans merci aux travailleurs qui tentent de faire vivre des syndicats indépendants : matraquage des militants et saccage des permanences par les nervis du Conseil islamique du travail (l'organisation appointée par le régime pour soi-disant représenter les travailleurs), mais aussi utilisation de toutes les entraves « légales » par les services de police ou de justice.

En décembre 2005 des agents du « ministère de l'Information » arrêtaient des membres du Comité exécutif du syndicat de la compagnie de bus Vahed, qui assurent le service de Téhéran et sa banlieue, dont le principal dirigeant, Mansour Ossalou.

Deux jours plus tard, environ 3 000 conducteurs et employés se mettaient en grève pour demander la remise en liberté de leurs camarades, le droit de former un syndicat indépendant et la satisfaction de leurs revendications en matière de salaires, classifications, conditions de travail et de sécurité.

D'après les statistiques officielles elles-mêmes, les salaires ont chuté de 49% depuis 1979 (l'an I du régime). Aujourd'hui le salaire moyen des travailleurs de Vahed est si faible que la plupart doivent occuper un ou deux emplois supplémentaires. Comme 80% sont forcés de vivre en-dehors de Téhéran, on peut imaginer ce qu'il en est du respect du Code du travail de la République islamique qui stipule que la journée de travail est limitée à 8 heures.

Plusieurs dizaines de grévistes étaient immédiatement arrêtés mais, le lendemain, le maire de Téhéran devait accepter de recevoir leurs représentants et promettre de les faire libérer. Ce qui fut fait dans les heures suivantes, y compris pour les membres du Comité exécutif, à l'exception de Ossalou. Le lendemain, le maire ayant aussi promis de se pencher sur les autres revendications et laissé entendre que la libération de leur leader allait suivre, les grévistes suspendaient leur mouvement.

Mr. Ossalou (dont la condition physique est précaire et qui a besoin une opération aux yeux... suite à un précédent tabassage par les voyous du Conseil islamique du travail). Pire même, les mesures de rétorsion ont commencé contre les grévistes : salaires non payés, comptes en banque bloqués.

En juillet 2006 La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ont introduit conjointement une plainte formelle à l'OIT (Organisation internationale du travail) contre le gouvernement iranien pour son recours systématique à des tactiques de terreur à l'encontre d'une organisation syndicale affiliée à l'ITF.

Ces organisations syndicales internationales dénoncent la répression continue exercée à l'encontre du Syndicat des travailleurs de la compagnie d'autobus métropolitains de Téhéran. Elles ont souligné que cette répression non seulement constitue une atteinte à toutes les normes de justice et de droits humains mais bafoue, de surcroît, les principes essentiels auxquels la République d'Iran a souscrit lorsqu'elle a adhéré à l'OIT. Quelques jours à peine après la soumission d'une plainte à l'OIT par le mouvement syndical, Mansoor Ossalou, le plus illustre des syndicalistes incarcérés en Iran, qui fut gardé au secret durant plus de sept mois dans la tristement célèbre prison d'Evin, à Téhéran, a été remis en liberté.

Grève dans le Kurdistan

Malgré le régime dictatorial qui pèse sur l'Iran la classe ouvrière n'est pas sans réaction. Sept syndicalistes iraniens, incarcérés suite à une attaque des forces de l'ordre iraniennes contre la manifestation du 1er mai 2004, à Saghez, en Kurdistan d'Iran.

Les arrestations des travailleurs, au cours des manifestations du 1er mai, à Saghez, créait une situation potentiellement très dangereuse. Normalement, dans cette région, des militants arrêtés de cette manière auraient été torturés et rapidement exécutés. Cette fois-ci, les autorités ont hésité, en raison de l'ampleur des manifestations, ce qui témoigne de la combativité croissante des travailleurs iraniens. Les prisonniers ont courageusement défié les autorités et chanté l'internationale, tandis que les jeunes et les travailleurs qui manifestaient contre les arrestations criaient leur colère dans la rue.

Finalement, certains travailleurs ont été libérés, mais sept autres, à savoir Mahmood Salehi, Jalal Hosseini, Mohsen Hakimi, Borhan Divangar, Esmaeil Khodkam, Hadi Abdi et Mohammad Abdia, ont été retenus.

La campagne internationale menée, à laquelle *La Solidarité des Travailleurs Iraniens* a activement participé, a contribué à la libération de ces camarades. Le fait que leurs noms étaient connus et avaient fait l'objet d'une pétition signée par un nombre important de militants et responsables du mouvement communiste, syndical et associatif a indiscutablement pesé dans la balance. Les sept syndicalistes ont été libérés au bout de deux semaines. Mais ils restent inculpés et peuvent être emprisonnés à tout instant.

Depuis l'un d'entre eux ; M.Divangar a réussi à quitter l'Iran et à se réfugier en Europe, mais le reste des inculpés sont constamment harcelés et ne savent pas à quel moment l'on va les « juger ».

Cette tactique de services de sécurité du régime islamique est utilisée systématiquement dans le but de paralyser les activités des militants en les gardant « sous inculpation » mais sans une date de « jugement ».

Iran Khodro : La lutte Continue

En Iran une série d'actions de protestation organisées par les travailleurs, notamment dans le secteur des transports, ont été lourdement sanctionnées par la police et des actes de torture et de violence contre des grévistes ont été rapportés. Les tentatives pour former un syndicat menées par les travailleurs de l'usine automobile Iran Khodro, à Téhéran, qui produit des voitures pour Renault, ont été mises en échec par les autorités et un grand nombre de travailleurs ont été licenciés pour avoir protesté contre le non-paiement des salaires. Un travailleur a été emmené par le personnel de sécurité de l'entreprise et durement tabassé ; il est réapparu plusieurs semaines plus tard à la prison de sinistre réputation d'Evin à Téhéran.

Une simple vérité

M. Ali Réza Mahjoob, secrétaire général de la « Maison des Travailleurs », est l'un des responsables très en vue de cette organisation fantoche et anti-ouvrier du régime.

Durant l'année dernière, il a joué un rôle direct dans la répression des travailleurs du syndicat Vahéd de la régie du transport urbain du Grand Téhéran. En outre, il est aussi député de l'assemblée islamique (parlement iranien). Cet assemblée a été purgé de la majorité de ses membres « réformateurs ». Il témoigne de l'obédience de M. Mahjoob à l'égard du régime des ayatollahs et son aile le plus réactionnaire et intégriste.

Quand ce monsieur parle de la misère devant un public des travailleurs, cela ne peut qu'être vraie, car en aucun cas on ne peut le considérer comme un opposant, voire modéré, du régime. Or M. Mahjoob, dans un entretien récent, a révélé qu'aujourd'hui en Iran Islamique il y a 13 millions d'habitants qui vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté, que dans le secteur de l'industrie du textile, il y a 200 000 travailleurs et employés qui n'ont pas touché leurs salaires depuis « plusieurs mois ». Parmi eux il y en a ceux qui n'ont pas été payé depuis 50 mois ! Voilà comment les travailleurs iraniens touchent leur « rente pétrolière » promise par le président Ahmadinéjad.

Quelques Manifestations et Sit-ins

En Iran il ne se passe même pas un mois sans que les travailleurs iraniens ne manifestent leur mécontentement à l'égard de leurs conditions de vie. Voici quelques-unes des luttes les plus significatives au cours du mois de septembre et début d'octobre 2006:

- A Meched (au nord est de l'Iran) plusieurs centaines des travailleurs de l'usine de la sidérurgie Zob-é-Record, se sont rassemblés dans l'enceinte de l'usine pour réclamer leurs salaires impayés depuis deux mois.

- Une centaine des ouvriers de l'usine « Aras », fabricant de la porcelaine hygiénique, à Tabriz, nord ouest de l'Iran, se sont rassemblés devant le bureau du travail et de la formation professionnelle, afin de porter plainte contre leurs employeurs qui ne paient pas leurs salaires dus. Ils ont affirmé que certains d'entre eux n'ont pas touché leurs salaires depuis 8 mois.

- En Kurdistan, les travailleurs de la société Par Ris, de secteur textile, continuent leur lutte afin d'obtenir le retour au travail de leurs camarades licenciés. Ils ont proclamé que la lutte continuera jusqu'au retour de tous ces travailleurs, parmi eux M.Behzad Sohrabi, un militant syndicaliste.

- Les travailleurs de l'usine Parsillon à Khorram Abad, située en Lorestan (ouest de l'Iran), ont protesté contre le non paiement de leurs salaires en se rassemblant devant l'entrée de leur usine.

- Les travailleurs de la pétrochimie Kermanshah ont réussi à obtenir le paiement de leurs salaires après une grève de 3 jours. Ils avaient réclamé le paiement de la totalité de leurs 3 mois de salaires impayés, mais pour l'instant ils n'ont réussi obtenir que le paiement d'un mois. Ils ont donné un délai de 2 semaines à la direction pour le paiement du reste.

LE CODE DE TRAVAIL EN IRAN

En Iran, comme dans le reste du monde, le néolibéralisme a pour cibles les conditions du travail et les acquis sociaux. Une des cibles principales de cette attaque est le Code de Travail. Malgré que les travailleurs aient joué un rôle déterminant pendant la révolution qui a renversé le régime du Shah, sous le régime Islamique, le monde du travail n'avait même pas un Code de Travail pendant 11 ans.

A la suite d'une décennie de lutte, un Code de Travail, garantissant les intérêts de capital, a été adopté. Cependant cette loi a été jugée encombrant pour la mise en place des politiques néolibérales. Le régime en le modifiant a en fait exclu une majorité considérable des salariés de champs d'application de cette "loi".

En premier lieu, les entreprises de moins de 5 employés en sont exemptées. Un peu plus tard, une autre décision a limité les champs d'application du "code" aux entreprises ayant plus de 10 salariés. En outre, les salariés en CDD ont été déclarés non bénéficiaires du 'Code". Ainsi, près de 70% des travailleurs du pays s'est trouvé hors du champ de la couverture du Code de Travail. Désormais, ils ne peuvent profiter ni de la couverture sociale ni du droit de chômage et ni de la retraite. Parmi les changements dans le Code de Travail on trouve:

Seul l'employeur peut prendre la décision du processus de licenciement;

Durcissement de l'enregistrement légal des organisations gouvernementales afin de se débarrasser même de leurs ingérences;

L'effectif "réel" des petites entreprises sera basé uniquement sur la déclaration des patrons. Cela leur permettrait de sortir du champ d'application de Code du Travail en déclarant un effectif de moins de 10 salariés.

Diminution des CDD de 3 mois en 1 mois permet aux patrons de licencier sans paiement de dommage au bout de 29 jours.

Remplacement de l'Inspection du Travail issu du Ministère du Travail par des pseudos organisations fascisantes dans le but de mettre de "l'ordre" dans les milieux du travail.

Parmi les travailleurs des pays industrialisés, un discours erroné a fait son chemin selon laquelle les travailleurs des pays de l'est et de l'Asie de sud-est ont pris leurs emplois. Les propagandes néolibérales prétendent que la mondialisation améliorera la condition de vie des travailleurs du " tiers monde". Alors que le but de la "délocalisation" est la recherche de main-d'oeuvre bon marché.

Le Néolibéralisme rapproche le niveau de vie des travailleurs des pays "riches" à ceux des travailleurs des pays du "tiers monde". Quand les travailleurs des pays industrialisés du "Nord" perdent leurs emplois, les travailleurs du "Sud" engloutissent dans la pauvreté et la misère, une situation digne d'esclavage moderne.

Les travailleurs des pays occidentaux doivent défendre un niveau de vie décent pour les travailleurs des pays limitrophe pour pouvoir sauvegarder les niveaux qui sont les leurs. Les travailleurs du "Nord" et du "Sud" ont des intérêts en commun, et leurs solidarités réciproques sont les garants de leurs avenir.

La situation des Travailleurs en Iran en 2006

Jamais dans l'histoire de L'Iran, le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres n'a été si grand. Quelques 15 millions iraniens vivraient sous le seuil de pauvreté. Selon le Parviz Davoudi, le conseiller de président de la république, plus de 4.5 millions d'Iraniens vivent avec un dollar par jour. Les salariés en général et les travailleurs en particulier sont les premières victimes de cette situation et elle ne cesse de s'aggraver.

Alors que l'inflation atteint chaque année presque 20% les salaires ne bougent quasiment pas. L'appauvrissement constant de la population s'accompagne des mesures anti-sociales du gouvernement. Les travailleurs en font partie. Non seulement ils ne sont pas bien payés, mais en outre ils sont souvent payés avec retard, voire pas du tout payés pendant des mois.

Dans une telle situation le régime, partisan d'un libéralisme sauvage, a, à plusieurs reprises, modifié le Code du travail pour le rendre plus favorable aux patronats. Dernier exemple: les entreprises de moins de 20 personnes ont été exemptés de l'application du Code du travail pour ce qui est la couverture sociale ou la nécessité de justifier une décision du renvoi. En approuvant ce loi, qui concerne plus de 80% de force de travaille, dont la majorité sont des femmes, le régime a renforcé l'atmosphère de discrimination dans le milieu de travail et a affirmé la double exploitation des femmes.

Dans ces conditions inhumaines il est tout à fait normal que les travailleurs iraniens ne se taisent pas. Depuis quelques années les ouvriers iraniens expriment leur ras le bol général à travers d'actes de contestation de toutes sortes : manifestations, grèves, sit-in et rassemblements. Mais la réponse du gouvernement est toujours la même : mensonge, fausses promesses, inattention et surtout répression. Il est allé même jusqu'à ouvrir le feu sur les ouvriers qui manifesté pacifiquement pour leurs droits les plus légitimes.

Face à une telle situation les travailleurs iraniens ont décidé de s'organiser pour donner un caractère collectif à leurs luttes. D'où l'émergence des premiers syndicats ouvriers après plus de décennies de répression étatique forte et de manipulation par des organismes contrôlés par le régime.

Le Syndicat de la Régie du transport de Téhéran (Vehed) est l'exemple flagrant de ce désir des travailleurs iraniens pour avoir leur propre organisations syndicales indépendantes. Mais face à cette tentative des travailleurs, la réaction du régime était la pire répression que l'on puisse imaginer : assaut contre le bureau de ce syndicat, arrestation de ses membres, emprisonnement de ses militants, attaque paramilitaire et policière aux ouvriers suivants les consignes des syndicats ainsi qu'à leurs familles et surtout l'arrestation, la condamnation et l'emprisonnement de son leader, Mansour Ossalou.

La liste des violations des droits des travailleurs iraniens serait très longue mais pour n'en évoquer que les cas les plus récents on peut citer :

Les militants ouvriers MMs.Mahmoud Salehi, Jalal Hosseyni et Mohsen Hakimi, qui avait auparavant été jugés et acquitté par le régime pour avoir participé aux cérémonies du 1 Mai 2004, ont été a nouveau arrêtes et rejugés pour les mêmes accusations. Le régime a condamné M.Mahmoud Salehei à 4 ans de prison ferme et MM.Jalal Hosseiny et Mohsen Hakimi chaque à 2 ans de prison ferme. En ouvrant le feu sur les ouvriers contestataires de Bandar Deylam (au sud de l'Iran), l'un des ouvriers, au nom de M.Baron Haghghat a été tué sur le champ.

En novembre 2006 les agents du service de sécurité iraniens ont kidnappé de nouveau Mansour Ossalou, le président du Syndicat des ouvriers de la Régie de Transport de Téhéran (Vahed), et l'ont conduit à la prison. Il a été libéré un mois après, après une intense campagne internationale pour sa libération. Une fois libéré il a révélé qu'au moment de son arrestation forcée 9 personnes l'avaient rué des coups essayant de l'étrangler par son écharpe.

Le dimanche 3 décembre 2006 trois ouvriers de la Régie Vahed étaient en train de distribuer les tracts de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) à la gare Khavaran (au sud de Téhéran) lorsqu'ils ont été arrêtés.

Vaste programme de renvoi forcé des ouvriers afghans vers leur pays. M. J. Moradi, responsable de « l'Association Professionnelle des Ouvriers de Câble et de Métaux » de Kermanshan, a été convoqué au tribunal pour avoir participé dans la marche du 1^{er} Mai 2006, de même que 17 ouvriers de la Régie Vahed, convoqués pour le même motif.

Des actions organisées afin d'installer la loi de jungle dans les relations de travail sous le nom de la réforme du Code de travail en vue de donner une liberté totale aux patronat pour licencier des travailleurs, priver les salariés de leurs droits les plus fondamentaux et la répression de toute contestation collective.

Les ouvriers de la Régie Vahed, qui ont été suspendus de leur emploi en raison de leurs activités syndicales, sont toujours privés du droit de retour au travail.

Le refus obstiné des revendications légitimes des travailleurs reconnus au niveau international tels que : la reconnaissance de constitution d'organisations ouvrières indépendantes; salaire égal pour un travail égale pour homme et femme; paiement des droits de chômage, garantir la sécurité du travail et etc....

Cette lutte acharnée des travailleurs iraniens face à un des régimes le plus répressifs du monde, continue toujours à un prix fort cher qu'ils paient de leur vie. Mais cette lutte mérite le soutien de tous les travailleurs du Monde, surtout ceux de pays démocratiques, où les syndicats libres peuvent exprimer leurs revendications et trouver des moyens légaux de pression sur le gouvernement iranien de façon à ce qu'il respecte les droits ouvriers reconnus au niveau international

Les étudiants se tournent vers les travailleurs

Le 7 décembre 1953 trois étudiants iraniens sont assassinés par la police du shah lors d'une grande manifestation de protestation contre la visite de Nixon, le vice président des USA venu soutenir le Shah et fêter le succès du coup d'Etat organisé par la CIA contre le gouvernement national de Dr Mossadegh. Depuis cette année le mouvement estudiantin iranien commémore ce jour comme « Le Jour de l'Etudiant », bravant tous les interdits, les menaces et la répression des régimes en place ; monarchique ou théocratique.

Chaque année, à cette occasion, les militants s'expriment et donnent le ton et les slogans qu'ils considèrent comme essentiel pour l'avenir immédiat et la stratégie à long terme. Force est de constater que tous les ans, ce sont les slogans de caractère démocratique et orientés essentiellement vers une défense générale des droits et libertés civiques et politiques, choses légitimes et fondamentales.

Pendant des longues années les tendances radicales et de gauche étaient les forces motrices de ce mouvement qui, de facto, le dirigeait en payant un lourd tribut des prisonniers et des morts par balles ou sous la torture.

Avènement du mouvement dit « 2 Khordad », jour de la première élection de M. Khatami à la présidence, a provoqué des nouveaux clivages et dans l'euphorie de sa première élection, une domination des courants dits « réformistes », qui de près et ou de loin, soutenait M. Khatami.

Mais l'échec retentissant de M. Khatami a donné un coup d'arrêt à son mouvement, cela s'est traduit, avec un peu de retard, dans l'affaiblissement de ces courants parmi les étudiants. On sentait un frémissement, et depuis les idées clairement de gauche se font leur chemin.

A l'occasion du 1^{er} mai, les étudiants ont organisé, dans certaines grandes universités, des réunions et des séminaires où des militants du mouvement ouvrier et étudiantin ont pris la parole et ont souligné l'importance de la classe des travailleurs dans les mouvements de transformation sociale. Mais malgré cela il n'y avait pas une ligne affichée, avec des positions claires et tranchées qui pouvait montrer l'existence d'une tendance radicale de gauche avec des revendications bien définies.

Cette année, à l'occasion de « Jour de l'Etudiant », malgré une forte mobilisation et l'omniprésence des forces de sécurité et l'interdiction de toutes formes de rassemblements, les étudiants ont franchi à leurs habitudes tous ces interdits et ont commémoré, partout dans les universités.

A Téhéran ils ont même forcé leur passage à travers des barrières montées par les forces de sécurité en se battant avec eux et les obligeant à reculer. Ils ont scandé des slogans contre le régime; pour la défense des droits politiques et civiques ainsi que pour la libération des prisonniers politiques; contre la menace d'une agression impérialiste et surtout pour une alliance entre les étudiants et d'autres secteurs de la population comme les femmes et les minorités nationales, avec une importance et place très particulière pour les travailleurs revendiquant l'union avec le mouvement ouvrier.

Parmi les tracts distribués il y avait un, qui a été très largement distribué, avec comme titre ; « ***L'université n'est pas une caserne!*** ». Dans ce tract sont énumérés toutes les problématiques de la vie politique en Iran avec des propositions claires et une orientation pour une transformation radicale de la société iranienne. La défense des activités syndicales et surtout les syndicats ouvriers qui subissent une répression farouche de la part du régime islamique, est considérée comme centrale et le mouvement étudiantin est clairement considéré comme « allié stratégique du mouvement ouvrier ».

En conclusion le tract met l'accent sur la défense des travailleurs arrêtés et harcelés; sur la nécessité de mobiliser tous les syndicats des travailleurs et les organisations de défense des droits de l'homme dans le monde pour soutenir la lutte du peuple iranien; et sur le devoir des étudiants de participer aux luttes des travailleurs, les femmes et les jeunes tout en pensant à leur rôle dans la solidarité internationale.

C'est la première fois qu'un tel programme de lutte est présenté par un groupe des étudiants. Un véritable tournant dans un milieu où, jusqu'ici, on mettait l'accent d'une manière exclusive sur la défense des libertés politiques sans faire allusion quelconque à la justice sociale, comme si il n'y a aucun lien entre ces deux axes de luttes dans un pays capitaliste comme la république islamique d'Iran. Nous ne pouvons que nous réjouir de l'apparition de cette tendance de la gauche radicale qui essaie de mener les étudiants à lutter sur deux axes interconnectés de la défense des libertés et la justice sociale.

Peine de Prison pour la Participation au 1^{er} Mai

En 2004, plusieurs ouvriers qui envisageaient organiser un défilé non gouvernemental au 1^{er} Mai, ont été arrêtés par les agents de République Islamique au Saghéz (Ville de Kurdistan).

En novembre 2005, les peines de prison ont été prononcées envers eux: Un ouvrier a été condamné à 5 ans de prison et 3 ans d'interdiction de séjour, le deuxième à 3 ans et 3 autres à 2 ans de prisons. Leur délit était d'avoir tenté d'organiser un "rassemblement illégal".

Aux yeux du régime islamique d'Iran, l'organisation des défilés ou des rassemblements au premier mai est considérée "illégale", comme toute autre réunion publique. Les travailleurs peuvent participer seulement aux défilés ou aux meetings organisés par les organes policiers ou le ministère de l'Information et répéter les slogans officiels. Pourtant, malgré la répression et les menaces de prison et de licenciement, les travailleurs essaient, d'une manière ou autre, organiser les fêtes du travail et faire entendre leurs revendications.

A la suite d'une campagne internationale d'envergure de solidarité avec les syndicalistes de Saghez, et surtout les pressions exercées sur le régime par le mouvement ouvrier iranien, il a fini par annuler les condamnations des ouvriers en mai 2006.

Mais, quelques mois plus tard, les mêmes ouvriers ont été "jugés" et condamnés aux peines de prison.

Ainsi, M. Mahmoud SALEHI a été condamné à 4 ans de prison ferme, M.Djalal HOSSEINI à 2 ans de prison ferme et M. Borhan DIVARGAR à 2 ans de prison ferme (par contumace étant donné qu'il se trouve à l'étranger).

Ces dernières années, la lutte des travailleurs iraniens a franchi un palier, leurs luttes et efforts en vue de créer leurs syndicats indépendants ou les organisations professionnelles autonomes ont eu comme réponses une répression plus féroce, des agissements les plus inhumains et arbitraires.

Face aux brutalités du régime, les travailleurs iraniens résistent, et cela, malgré la législation en vigueur qui leur interdit de s'organiser. Dans ces luttes ils comptent sur les soutiens des travailleurs, des syndicats, des partis progressistes à travers le monde.

ENLEVEMENT DE M.OSSALOO

Selon les informations parvenues d'Iran, M. Mansour Ossaloo a été enlevé le 10 juillet à 19 heures à Téhéran lors de son retour du travail, par les agents du régime. M.Mansour Ossaloo, président du Syndicat du

"Transport urbain de Téhéran et de la banlieue", (Sandikaye Kargarane Sherkate Vahed) affilié à l'ITF, était suivi toute la journée par une voiture sans plaque d'immatriculation. Sur son retour chez lui, en descendant d'un bus, a été assailli par les kidnappeurs, qui ont menacé et insulté les passagers pour qu'ils n'interviennent pas. Ils l'ont alors forcé dans un véhicule et sont parti en grand vitesse.

Selon les témoins, il a été battu sévèrement, et ses attaquants continuaient le battre même dans la voiture. Etant donné l'histoire passée du traitement de M. Ossaloo par les forces de sécurité, il y a des fortes raisons de croire que les autorités iraniennes étaient responsables de cet enlèvement.

Le commissariat de police du quartier vers lequel sa famille s'était tournée, a refusé de confirmer ou infirmer l'implication de la police dans cette affaire. M. Ossaloo, qui a été agressé et arrêté à plusieurs reprises pour ses activités syndicales, a participé à la réunion annuelle des transports routiers de l'ITF à Londres il y a deux semaines.

Certains craignaient qu'il soit arrêté après son retour en Iran, et c'est exactement ce que lui est arrivé hier, mais d'une façon « non officielle ». Pendant la réunion à Londres, M. Ossaloo a expliqué comment les membres du Syndicat étaient maltraités par leur employeur et le gouvernement iranien. Il a indiqué que des membres du syndicat avaient été arrêtés plus de 10 fois.

Expulsion d'un million réfugiés Afghans

Le gouvernement Iranien à décider d'expulser, d'ici à la fin de l'année, plus d'un million de travailleurs réfugiés afghans.

Cette rafle vise à favoriser l'emploi pour « les Iraniens ». Plus de 3 millions d'afghan résident en Iran et vivent en additionnant les emplois de balayeur, de gardien d'immeuble ou de main-d'œuvre sur les chantiers. Ce chiffre régulièrement grossi par l'intensification des opérations militaires dans leurs pays origines.

Le mouvement des Enseignants et leurs revendications

Les enseignants, sous la République Islamique sont confrontés aux deux problèmes:

Le premier problème concerne leur niveau de vie: les salaires restent dérisoires malgré la hausse de prix et l'inflation galopante. Leur pouvoir d'achat baisse et pauvreté s'installe dans leur vie quotidienne. Ce phénomène n'était pas inconnu des enseignants et ouvriers sous l'ancien régime.

Le second problème provient d'un système particulier instauré par le régime actuel: le système de favoritisme qui doit être considérée comme une sorte de discrimination institutionnalisée. Cette dernière s'applique dans toute la société à tout niveau social et travail. Pour un despotisme religieux ses principes idéologiques et les dogmes religieux sont prioritaires. Bien entendu celle ou celui qui ne respecte pas ces principes subira ses conséquences, mais par contre les fidèles du régime sont des privilégiés dans tous les domaines sociaux et salariaux. L'hypocrisie et la corruption sont des conséquences de cette pratique discriminatoire.

Cette discrimination pratiquée par le régime islamique perturbe le fonctionnement du système d'enseignement et d'éducation. Par exemple un fonctionnaire, inféodé au régime, avec moins de connaissance et de qualification bénéficie de l'indulgence du régime et reçoit un salaire meilleur par rapport à son confrère ou sa consœur plus qualifié et plus expérimenté.

En plus de ces deux problèmes il y a d'autres revendications de la part des instituteurs: la répartition des «actions équitables» ainsi que «le complément d'assurance maladie des Enseignants» et la reconnaissance de leur syndicat indépendant.

C'est dans cette direction que leur combat s'oriente avec beaucoup de détermination.

Ahmadinéjad, actuel Président de la République, après son arrivé au pouvoir, n'a pas tenu ses promesses de sa campagne électorale. C'était le nouveau point de départ des premières protestations des enseignants, en lui rappelant ses promesses, mais sans recevoir de réponse pendant des mois.

Durant l'année 2006 ont eu lieu des manifestations pacifiques des enseignants, mais le gouvernement, insensible aux revendications des enseignants, ne présente aucun projet à ce sujet. Au mois de mars 2006, ils manifestent de nouveau dans les rues afin de faire entendre leurs revendications légitimes. Leur courage, résistance et détermination ébranlent le gouvernement.

Plus de 150,000 personnes se rassemblent devant la Chambre Islamique des Députés à Téhéran. Ils distribuent des tracts pour expliquer leurs revendications en criant des slogans revendicatifs. Une lutte populaire qui prend de l'ampleur, peut provoquer une crise au sein du gouvernement, et le régime de la république islamique ne fait pas figure d'exception à cette règle générale. Face aux revendications des enseignants, le gouvernement et le Conseil de Surveillance ainsi que la Chambre islamique des Députés, ont proposé leurs propres « solutions », avec des contenues contradictoires.

Il est bon à savoir qu'un grand nombre de manifestants (les enseignants) étaient arrêtés et torturés pendant leur garde à vue, ce qui a provoqué la colère des enseignants dans tout le pays. Le 14 mars 2007, une rencontre a eu lieu, à « l'assemblée national islamique », entre les représentants des enseignants et de la Chambre des députés ainsi que les deux représentants de l'Organisation National pour la Direction et la Planification, sans obtenir le moindre résultat. Les propos contradictoires des représentants de l'Etat sont la preuve de futilité de de négociation.

Comme prévu, les représentants des enseignants sont allés informer leurs collègues du résultat de cette négociation. . Pour ce faire ils se sont réunis devant la Chambre des Députés, mais ce rassemblement a été violemment attaqué par les forces de l'ordre avec un grand nombre d'arrestation. La répression avait déjà pris une grande ampleur.

Dans ces circonstances le gouvernement ne fait que manoeuvrer. Malgré le fait que les revendications des enseignants ne concernent que leur situation économique et sociale, on le taxe d'être un « mouvement politique ». En réalité c'était le régime lui même qui a donné un aspect politique à ce mouvement en arrêtant les manifestants pacifiques. Des mises à pieds ont été appliquées à l'égard de certains entre eux. Immédiatement les enseignants ont exigé la libération sans conditions de leurs consoeurs et confrères emprisonnés et la levée des mises à pieds.

A cette occasion ils expliquent à nouveaux leurs difficultés économiques et invitent le gouvernement et les responsables concernés à les écouter et résoudre leurs problèmes économiques. Dans cette perspective Ils demandent au gouvernement à allouer un budget à cet égard et ensuite faire voter un projet de loi sur le service d'Administration de l'éducation du pays. Ces derniers faisaient partie des revendications centrales des enseignants, tandis que les autres demandes comme le régime complémentaire de l'assurance maladie ainsi que « les actions équitables » étaient secondaires.

Au cours de l'année 2007, le gouvernement devrait désigner un budget pour faire sortir les enseignants de leur misère économique. En 2005 grâce à la hausse du prix de pétrole, un revenu inespéré est entré dans les caisses de l'Etat. Ce dernier pourrait répondre largement aux besoins des enseignants, d'autant plus que le partage du bénéfice du pétrole avec la population faisait partie des promesses électorales d'Ahmadinéjad pendant sa campagne présidentielle!

Une divergence apparaît au sein du gouvernement lors de la préparation du budget annuel. Le gouvernement avait évalué le coût des revendications des enseignants à 7 millions d'euros, tandis que l'estimation des députés ne s'élevait qu'à 3 millions d'euros. Le coup de théâtre ; le gouvernement déclare que cette somme n'est pas disponible et le Conseil de Surveillance gèle complètement ce projet de lois tout en donnant une réponse négative aux revendications des enseignants. A ce stade le mouvement, déjà répandu dans tout le pays, prend une ampleur nationale. Les arrestations se multiplient et tout rassemblement des enseignants subit la répression.

Une manifestation prévue de partir de la Ministère de l'Education jusqu'à la Chambre des Députés est dispersée par l'intervention des forces de l'ordre et un nombre important des manifestants est arrêté. Les enseignants décident de mener leur combat autrement. D'abord ils déclarent :

« Le gouvernement est le seul responsable de l'incident du 14 mars, et nous demandons qu'il nous présente ses excuses. Etant donné que il mène des actions injustes et illégales à notre égard, vu les arrestations de nos militants syndicaux et les promesses qui ne sont jamais réalisées, nous avons décidé de mener les actions suivantes :

1- Conformément à la déclaration du 3 mars du Conseil de Coordination de Syndicat des Enseignants, le dimanche 29 avril nous allons nous abstenir d'enseigner malgré notre présence dans les établissements scolaires. En suite le 2 mai nous nous rassemblons de 9h à 12h, dans les bureaux de l'Education Nationale de tous les départements du pays. Cette journée doit considérer comme une journée de protestation.

2- En cas de non satisfaction de nos revendications syndicales et de non abolition de toutes actes discriminatoires ainsi que l'inégalité de salaires entre les confrères et consoeurs nous allons procéder à un grand assemblément le mardi 8 mai 2007 devant la Chambre des Députés.»

Ayant mis, courageusement, toutes les actions déclarées en exécution, les enseignants n'ont rien obtenu. Actuellement ils sont en vacances scolaires et pendant cette période tous les établissements scolaires sont fermés. Il est vraisemblable qu'à la rentrée scolaire 2007-2008 le gouvernement n'échappe pas à une reprise du mouvement des enseignants.

A l'heure actuel les enseignants n'ont pas l'intention de faire appel aux élèves pour se manifester dans les rues à leur côté, mais si ça se produit et que les autres mouvements comme ceux des ouvriers, des infirmières, des femmes et des étudiants les rejoignent, le gouvernement sentira des secousses importantes. Même si son renversement ne se réalise pas, au moins il subira un grand choc et la société Iranienne pourra se mettre en situation révolutionnaire.

Il est certain que tous les secteurs de la société iranienne, grâce à leur combat de tous les jours, ont gagné de l'expérience et se battent avec beaucoup de détermination. Le combat des enseignants continuera jusque l'obtention de leurs.

Sur la célébration du 1^{er} mai 2007 en Iran

Comme les années précédentes les travailleurs iraniens ont bravé les interdictions imposées par les autorités de l'Etat et leurs menaces à l'encontre de quiconque qui « oserait parler de syndicat dans ce pays ».

A Téhéran, 4 jours avant le 1^{er} mai, à l'initiative des travailleurs des usines de fabrication d'automobile « Iran Khodro » et « Saipa », une fête populaire a été organisée. Précisément les mêmes ouvriers avaient organisés plusieurs actions de protestations sur leurs lieux de travail durant les mois derniers contre les licenciements et les retards de paiements des salaires et surtout ceux qui avaient publiquement exprimé leur solidarité avec les syndicalistes de « Sherkat é Vahed » [Régie du Transport de Téhéran] pendant la vague de la répression et l'arrestation de ces syndicalistes.

Plus de cinq mille travailleurs ; les militants du mouvement ouvrier, les militants féministes, les étudiants et les défenseurs des droits de l'enfant, ensemble avec leurs familles, ont participé à la fête qui a eu lieu aux alentours de Téhéran. Cette occasion s'est transformée en un lieu convivial de discussion sur les questions concernant le mouvement ouvrier iranien, dont l'organisation des manifestations du 1^{er} mai. C'était la première fois que les activistes réussissaient à organiser un tel rassemblement sans que les forces de sécurité du puissent le perturber.

Le 1^{er} mai de cette année les travailleurs ont organisé différentes manifestations dans les grandes villes et dans les usines, des séminaires dans les universités et surtout à Téhéran où ils ont profité de la manifestation « officielle » organisée par l'infâme « La Maison du Travail » à Stade Shiroodi.

En effet quand les responsables de cet organisme anti ouvrier à la solde du régime ont réalisé que les travailleurs étaient déterminés à célébrer ce jour de la lutte des travailleurs, coûte que coûte, ils

ont décidé d'organiser un rassemblement officiel (à savoir que 1^{er} mai n'est reconnu par la régime de Téhéran). Le lieu de cette manifestation n'était pas divulgué jusqu'au matin du 1^{er} mai.

De plus les autorités ne l'ont autorisé qu'à la dernière minute, espérant ainsi décourager les militants de s'y rendre et ainsi conserver le caractère docile et officiel de ce rassemblement. Mais rien n'y est fait, dès l'annonce du lieu du rassemblement, les militants ont commencé d'y affluer à partir du siège de « La Maison du Travail ».

Ainsi les milliers de travailleurs, arrivés la veille de différentes régions du pays, sont précipité dans le Stade en brandissant les pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Un syndicat indépendant est notre droit absolu », « Pouvoir s'organiser, faire grève sont nos droits absolus ». Ils ont commencé à scander leurs slogans et ont demandé que Mansoor Ossalou, le président du syndicat de Sherkat-é-Vahéd puisse prendre la parole. Devant cette agitation qui prenait de l'ampleur, les responsables de la « Maison du Travail » ont essayé d'écourter la cérémonie mais cela a incité les travailleurs à protester à l'extérieur du stade.

Des milliers de participants sont sortis en scandant « A bas les suppôts des capitalistes ! », « Libérez Mahmood Salehi ! » (le militant syndicaliste emprisonné et qui souffre de graves insuffisances rénales) et « Ouvriers, Etudiants Unissez-vous ! », en marchant vers le centre de Téhéran. Les forces de sécurité ont alors intervenu et ont violemment brutalisé les manifestants en arrêtant des dizaines de personnes, parmi lesquels des étudiants. Quelques heures plus tard, pour calmer les esprits, les autorités ont libérés la plupart des personnes interpellées.

Les incidents similaires se sont produits dans certaines villes. A Sanandaj (chef lieu de Kurdistan) une grande manifestation a été organisé par les militants de « Comité de coordination de la région de l'ouest de l'Iran » « Union Générale des Travailleurs Licenciés et Chômeurs » devant le Bureau des Relations de Travail.

Les forces de sécurité ont sauvagement attaqué les manifestants et ont arrêté 16 personnes. Par la suite, les agents de sécurité ont procédé à une rafle à travers la ville et ont arrêté 13 autres militants.

Les familles et les amis des arrêtés ont manifesté pendant plusieurs jours et finalement ont obtenu la libération de plusieurs d'entre eux. A Marivan (Kermanshah), deux autres villes situées à l'ouest d'Iran, les manifestations ont été organisées par les militants ouvriers et à chaque fois les heurts avec les forces de l'ordre et sécurité se sont produits et des dizaines de manifestants ont été arrêtés.

Le 2 mai, quelques deux mille enseignants se sont rassemblés devant le ministère de l'Éducation Nationale et ont demandé la libération de leurs camarades emprisonnés, avaient été arrêtés pendant les protestations nationales des mois précédents.

La présence d'autres militants comme les étudiants et les slogans de l'unité entre les différents mouvements, tout en considérant le mouvement ouvrier comme la colonne vertébrale de ces mouvements, est un signe important et encourageant qui montre la maturité des militants actifs au sein des mouvements ouvrier et démocratique en Iran.

Droit à organisations autonomes, la libération des militants emprisonnés, le paiement des salaires impayés telles étaient les principales revendications des travailleurs iraniens. Cette année l'ampleur, la sophistication et l'étendue de la mobilisation des militants ouvriers, à l'occasion de la célébration du 1^{er} mai, étaient sans précédent depuis de longues temps et cela montre que le mouvement de protestation des travailleurs iraniens est entré dans une nouvelle phase de lutte.

Exploitation d'enfants

Selon un rapport de l'agence de presse Fars, plus de 3.000 enfants travaillent dans de petites usines à travers de la seule Province de l'Azerbaïdjan.

Les conditions sont catastrophiques pour ces enfants, car ils sont forcés à travailler de longues heures pour une bouché de pain, et sans pratiquement aucunes droites ou sécurité. Les employeurs peuvent les renvoyer sans aucune formalité et sans aucune compensation, car il n'y a aucune loi qui les protège.

Ces enfants sont généralement employés dans les petits et sauvant illégal ateliers et usines qui produisent les chaussures, les briques ou dans les verreries.

Ces gendres d'entreprise sont par la loi hors de champ de contrôle du ministère du travail, ce que donne aux employeurs une liberté totale de conduire leurs affaires.

Ce manque de règlement laisse des milliers d'ouvriers d'enfant vulnérables et exposés à l'exploitation sans pitié. L'Iran n'a signé aucune convention internationale ou traités stipulant un âge minimum pour le travail.

Le dernier rapport de l'ONU sur le travail des enfants indique que plus d'un million d'enfants vivent au-dessous de la ligne de pauvreté (revenu \$1-\$2 quotidien) en Iran.

Un rapport récent indique que « 25% d'enfants travaille entre 6-10 heures, 35% entre 6 à 10 heures et 24% plus de 10 heures par jour ». Le rapport précise que la vente ambulante, faire de la contrebande, l'échange des marchandises et la prostitution sont les champs prédominants de l'emploi des enfants en Iran.

Le but prioritaire de la politique néolibéral du régime islamique : DESARMER les ouvriers iraniens

Parallèlement aux durcissements de l'invasion conjoint des capitalistes et le gouvernement iranien envers de la vie et de la sécurité du travail et les droits légaux des travailleurs et les couches laborieuses en Iran, et en particulier la privatisation en cours des sociétés publiques et licenciements massifs, le gouvernement islamique d'Iran a intensifié le processus qu'il a toujours mis en œuvre à fin de briser la capacité de résistance et d'organisation des travailleurs.

Les travailleurs iraniens et surtout leurs avant-gardes comprennent, plus en plus, que la création des organisations professionnelles à l'échelle local mais surtout national fait partie de leurs besoins urgents et vitaux pour que les ouvriers, les salariés et les chômeurs puissent lutter contre l'oppression et l'exploitation des patrons et du régime et pour leurs revendications légitimes. Mais, au regard du régime islamique, toutes démarches des ouvriers dans ce sens, même l'organisation simple d'un défilé du 1^{er} mai sont considéré comme atteints contre l'Etat et sont réprimés lourdement comme un crime. Citons quelques exemples :

Au cours des semaines écoulées, les « tribunaux » de Sanandadj (chef-lieu du Kurdistan iranien), ont rendu 13 condamnations à la peine de prison à l'égard des travailleurs qui avait organisé un défilé à l'occasion du 1^{er} mai 2004.

Parmi eux, on peut nommer Messieurs Sheit Amani et Sadigh Karimi qui ont été condamnés à 2ans et demi de prison. A Tabriz (chef-lieu de la province d'Azarbaydjan), M. Mohammad Djarrahi du syndicat des ouvriers peintres a été arrêté le 7 août. Au cours de ce mois, on note aussi l'arrestation de 40 ouvriers de la société Gamma licenciés 2 mois auparavant pour avoir osé contester.

La répression et les poursuites judiciaires n'épargnent aucune couche sociale. L'Association Professionnelle des Enseignants de Téhéran, font part, dans leur bulletin, des conséquences répressives de leurs revendication légitimes. Ainsi, 86 enseignants ont reçu les condamnations pénales, De l'autre part, M. Mohammad Khaksari, un des membres de cette association, et le directeur du journal interdit « la Plume d'enseignant » a été interpellé le 20 juillet 2007 lors de son départ à l'aéroport pour participer au congrès international des enseignants E.I.. Il a pu continuer après une longue interrogation.

La condamnation de M. Ali Réza HASHEMI, secrétaire de l'organisation des enseignants d'Iran, démontre que le régime a décidé de briser les contestations légitimes des enseignants.

Rappelons que deux syndicalistes militants Mrs Mahmoud SALEHI, et Mansour Ossaloo sont toujours en prison, et cela malgré une vaste campagne de contestation internationale. Le régime continue à ignorer l'opinion publique internationale en attaquant régulièrement toute action de solidarité avec les travailleurs emprisonnés. Récemment, Les agents du régime ont pénétré chez les Ossaloo pour arrêter les gens venus en signe de sympathie.

Tous ces événements démontrent l'importance et l'urgence d'une solidarité internationale d'envergure pour soutenir la lutte des travailleurs iraniens et les salariés d'Iran dans l'obtention de leurs droits les plus fondamentaux.

Leurs luttes n'aboutiraient pas sans que nous maintenions une pression forte et permanente sur la République Islamique d'Iran.

Soutenons les travailleurs de Haft Tapeh !

Plus de 5, 000 ouvriers du « Sucre de Haft Tapeh », l'industrie sucrière au Khouzestan ont fait la grève le 12 Septembre, exigeant le paiement immédiat de leurs salaires impayés.

L'appel à la grève a été lancé après l'échec des négociations avec la direction en présence de représentants du gouvernement. Au cours des dix-huit derniers mois, les ouvriers de cette usine ont organisé plus de dix grèves et manifestations.

Dans une lettre ouverte adressée à l'Organisation International du Travail (l'OIT) et la Confédération International des Syndicats (ITUC) Ils parlent de leur détermination à lutter pour leurs revendications aussi longtemps que nécessaire.

Dans cette lettre parmi leurs revendications et les problèmes on trouve :

- Le paiement en retard des salaires dus, au moins pour les 15 derniers mois.
- Le non respect, de la part de la direction, des réglementations et des décrets officiels, en particulière ce qui concerne les salaires.
- L'absence de toute représentation indépendante des travailleurs.
- Précarité de l'emploi dans l'usine. Les ouvriers avec plus de 15 ans d'ancienneté se trouvent toujours sous le régime de CDD.
- La journée du travail de longues heures (11 heures par jour).
- L'occupation des logements construits par l'usine pour des ouvriers par les fonctionnaires et les militaires. Favoritisme et népotisme.

Les ouvriers ont également mis en garde la direction contre le projet de vendre des terrains et des équipements de la compagnie pour payer les salaires impayés.

En outre, la lettre condamne la politique gouvernementale d'importer le sucre et de privatiser l'industrie sucrière, qui a des effets néfastes sur leurs vies.

Pire encore, dans cette situation le gouvernement a récemment désigné un certain Yagoub Salemi, un ecclésiastique totalement étranger à cette profession, comme le directeur de l'usine Le complexe *Haft Tapeh*, avec ses quatre grandes usines qui emploient des milliers d'ouvriers joue un rôle significatif dans l'économie régionale et nationale.

Face à la détermination des travailleurs, la réaction des autorités n'a pas tardé et comme dans leurs habitudes, dès qu'ils ont ressenti que leurs manœuvres de diversion ont échoué, au matin de jeudi 4 octobre, ils ont brutalement attaqué les ouvriers grévistes, blessant et arrêtant plusieurs dizaines d'entre eux. Mais la lutte a continué et malgré cette répression et l'extrême brutalité des agents de services de sécurité les grévistes ont déclaré qu'ils vont continuer leur lutte par tous les moyens et en utilisant toutes les formes possibles de résistance.

La lutte de ces travailleurs a été soutenue par tous les militants du mouvement ouvrier iranien. Le comité de soutien de Mahmoud Saléhi (le militant ouvrier emprisonné) ainsi que le syndicat de Sherkat é Vahed ont apporté publiquement leur soutien. Nombreux comités des militants ouvrier et les associations des étudiants de plusieurs universités de grandes villes déclarés leurs soutiens et solidarités avec les travailleurs de *Haft Tapeh*.

Nous appelons tous les militants et toutes les organisations des travailleurs de France d'apporter leur soutien à ces militants ouvriers iraniens. La solidarité internationale des travailleurs est une arme efficace dans la lutte internationale de la classe ouvrière.

Le régime iranien, qui tente d'entrer dans des différentes organisations internationales et qui est signataire de certaines conventions internationales des travailleurs ne peut se permettre d'ignorer une forte pression de solidarité internationale avec les travailleurs iraniens.

4^e anniversaire du massacre de Khatoon Abad

A l'occasion du 4^e anniversaire de l'assassinat de 4 ouvriers au cours de quatre semaines de manifestations des travailleurs contre les licenciements abusifs et les bas salaires au site minier de Khatoon Abad, à Shahr-é-Babak (Kerman, province sud de l'Iran), 14 associations qui soutiennent le mouvement ouvrier en Iran ont décidé d'organiser une semaine d'action à travers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie, du 18 au 26 janvier, afin d'exposer la nature anti-ouvrière du régime iranien !

Ces actions consistent à mieux informer l'opinion publique, et surtout les organisations de travailleurs et de défense des droits élémentaires des travailleurs en Iran, en organisant des meetings, réunions et manifestations dans leur pays de résidence.

La tragédie de Khatoon Abad a marqué un tournant dans le mouvement des travailleurs en Iran. Ils ont constaté que le régime iranien répondait à leur moindre revendication par les balles et une répression inouïe, choses « réservées », croyaient-ils jusqu'alors, aux seuls activistes politiques.

Tandis que les travailleurs protestaient et criaient leur colère en scandant :

« Payez-nous les salaires impayés, nous devons être rémunérés pour notre travail »,

« Cessez le saccage des travailleurs, nous devons disposer d'un droit au logement »,

« Nous avons aussi le droit à une éducation gratuite et à la santé »,

« Nous réclamons le droit de créer nos propres organisations indépendantes, le droit de grève et le droit d'organiser des rassemblements ».

Le régime a lâché ses forces barbares de sécurité et a fait tirer sur les travailleurs. Voilà les relations entre le gouvernement et le mouvement revendicatif des travailleurs en Iran !

Brutale répression contre les étudiants

Lors la première semaine de décembre 2007, plus de 40 étudiants ont été arrêtés à la veille de la journée de commémoration des luttes du mouvement étudiant en Iran, dite «16 Azar, le Jour de l'étudiant ».

Le 7 décembre 1953, quatre mois après le coup d'Etat sanglant de la CIA contre le gouvernement du Dr Mossadegh qui avait ramené le shah au pouvoir, Richard Nixon, le vice-président américain de l'époque, se rendit à Téhéran. Les étudiants iraniens l'accueillirent par de grandes manifestations pacifiques. Le régime du shah réprima brutalement ces manifestations au cours desquelles 3 étudiants furent tués par les tirs de l'armée. Le lendemain, Nixon recevait son titre de doctorat honorifique à l'université de Téhéran !

Cela fait cinquante-quatre ans que les étudiants iraniens commémorent cette sanglante journée sous le nom de « Jour de l'étudiant ». Le régime islamique, comme le régime monarchique avant lui, ne tolère pas cette commémoration qui est devenue le symbole de la lutte contre la dictature et l'impérialisme. Tous les ans, le pouvoir empêche les réunions et manifestations en investissant les universités et en arrêtant les militants étudiants.

Cette année, la répression était encore plus forte et le nombre des arrestations encore plus élevé. Les étudiants arrêtés ont été particulièrement maltraités.

Ils ont été torturés, privés de visite de leurs familles et avocats et ont passé plus d'un mois et demi dans des cellules individuelles à l'isolement. Les autorités avaient menacé les familles de « châtiments sévères » afin de les empêcher de contacter les médias et les agences internationales.

Malgré cela, des nouvelles très inquiétantes ont circulé concernant l'état de santé des étudiants arrêtés. Le régime les a mis sous pression pour obtenir des « aveux », les accusant avoir agi pour « des intérêts étrangers » et contre « la sécurité de l'Etat ». Déjà en avril 2007, le ministre de l'information et de la sécurité avait ouvertement accusé les militantes féministes, les étudiants et les activistes des mouvements des minorités nationales d'être « à la solde de l'étranger ».

Et comme nous avons déjà rapporté dans nos colonnes, les militants du mouvement ouvrier comme Mansour Osanlou et Mahmoud Salehi, tous les deux souffrants, sont emprisonnés dans des conditions sanitaires insupportables. Ils sont accusés des mêmes « crimes » d'« intelligence avec l'étranger ». La répression est très dure et les forces de sécurité agissent avec une brutalité extrême. On essaie par tous les moyens de faire « avouer » les prisonniers comme l'entendent les autorités du régime islamique. Une nouvelle, non vérifiable, fait état de la mort d'un étudiant sous la torture.

La majorité des étudiants sont « accusés » d'être des socialistes et des communistes qui défendent la démocratie et l'idéal d'égalité entre les hommes et les femmes, les droits des travailleurs et la justice sociale. En fait, leur radicalisme, leur pensée progressiste et leur militantisme font très peur au régime islamique.

Depuis quelques années, avec la polarisation de la société iranienne, la montée du mouvement ouvrier et les nouveaux rapports de force et de classe, on constate une radicalisation des étudiants et l'avènement d'une tendance affirmée de la gauche socialiste et communiste dans le mouvement étudiant en Iran.

Les efforts déployés dans le but d'un rapprochement avec les mouvements féministes et ouvriers et leur montée en puissance inquiètent de plus en plus les responsables du régime qui n'ont d'autre « solution » qu'un recours brutal à la force afin de les éliminer physiquement. Tout cela malgré le fait que déjà, dans les années 1980, sous l'ordre direct de Khomeiny, les autorités avaient organisé une « révolution culturelle islamique » très dure et d'une brutalité inouïe qui avait provoqué la fermeture des universités durant trois ans, suivie de la « purification » islamique des universités, d'expulsions massives des enseignants, des professeurs et des étudiants laïcs et de gauche, de meurtres et d'emprisonnements des militants étudiants.

Le régime a instauré des concours idéologiques islamiques, en plus des concours de connaissance scientifique habituels, et différents « filtres et tests islamiques » comme une enquête sur le passé politique et l'opinion des professeurs et des étudiants qui passent tous ces concours.

Il y eut aussi l'établissement d'associations islamiques des étudiants et de mosquées au sein même des universités, la nomination d'un représentant spécial du « Guide suprême » dans chaque université. Ces mesures discriminatoires n'ont pas pu empêcher que l'université ne redevienne un centre de la lutte pour la démocratie et contre la dictature, et la montée en puissance de différentes pensées progressistes et modernes de gauche dans ces mêmes universités, quadrillées par toutes sortes d'organes de contrôle policiers omniprésents, surtout dans les grandes villes.

A la suite de cette récente vague de répression, plus de 400 étudiants ont été arrêtés et/ou expulsés des universités. Cela montre, néanmoins, la faillite de la stratégie et des méthodes répressives de la République islamique à l'égard du mouvement étudiant, ainsi que de ses efforts dans le but de transformer l'université en « bras idéologique » du régime.

Soutenons les travailleurs de Haft Tapeh !

Le complexe de Haft Tapeh, une raffinerie de canne à sucre située au Khouzestan, dont l'unité la plus importante se trouve près de Suze (ville historique), a été au centre de plusieurs conflits sociaux. Cette usine du secteur public compte des milliers d'ouvriers et a plus de 47 ans d'existence. Ces dernières années, les ouvriers de ce complexe ont protesté à maintes reprises contre le non-paiement de leurs salaires.

En 8 avril 2008, des milliers de travailleurs de la sucrerie se sont mis à nouveau en grève. Le 6 mai, le nombre des grévistes a atteint le chiffre de 5.000. Ils ont manifesté aux cris de « **Nous avons faim, payez-nous** » : ils ont été molestés par les miliciens du régime.

Depuis trois semaines, ils ont entamé une grève pour les mêmes revendications : paiement des salaires, retardé depuis plus de six mois, et création d'un syndicat. Récemment, ils ont même bloqué la route principale qui conduit à la ville d'Ahvaz, le chef-lieu de la province pétrolière du Khouzistan. L'Etat, qui est propriétaire de l'usine, au lieu de leur donner une réponse favorable, a envoyé ses agents pour réprimer les ouvriers. Leurs représentants ont été arrêtés. Actuellement, les forces militaires occupent l'usine.

Le 16 juin, malgré une répression féroce des manifestants par la police, plus de 10.000 ouvriers et membres de leurs familles se sont rassemblés et ont formulé les revendications suivantes :

1. Versement des salaires, retardé depuis plus de six mois ;
2. Arrêt du harcèlement envers les militants ouvriers de l'usine par les dits « tribunaux de la révolution » ;
3. Expulsion du conseil d'administration et de son président (ce dernier est un « cleric ») ;

4. Expulsion du chef de la sécurité de l'usine (dans les usines, le Bureau de sécurité en général est l'antenne de la police politique et son chef joue un rôle de premier plan dans la répression des ouvriers).

En outre, les travailleurs ont exprimé leur profonde inquiétude à propos de la situation financière de l'entreprise et ont demandé au gouvernement de prendre des mesures urgentes afin d'éviter la faillite ou la fermeture éventuelle de l'usine. Ils iront sans doute rejoindre sous peu la masse des chômeurs iraniens car le régime prétend que l'industrie iranienne de production de sucre est en faillite.

Le régime affirme que la soi-disant faillite de l'usine serait due à des importations sauvages des gros bonnets du régime. L'année dernière, ils auraient importé 3 millions de tonnes alors que l'Iran a tout juste besoin de 350.000 tonnes de sucre. Ils sont connus de tous mais ce qu'affirme le régime est entièrement faux. Il y a un projet de démantèlement du parc industriel.

Haft Tapeh Sugar Cane Company a commencé ses activités en 1975 pour exploiter 12.000 hectares de champs de canne à sucre dans la région du Khouzestan. En 1977, la raffinerie devint l'une des plus importantes au monde avec une production de 1,3 million de tonnes (sept fois supérieure à la consommation intérieure).

Aujourd'hui la capacité officielle de production de cette usine est de 5,1 millions de tonnes (d'une valeur de 600 millions à 1 milliard d'euros), soit 4 fois plus que sa capacité en 1979. Or, entre-temps, le régime a multiplié par sept les champs de canne à sucre et les infrastructures, de plus les techniques de raffinage se sont améliorées depuis 1979 : normalement, cette usine devrait produire 11 millions de tonnes et non la moitié affichée. Non seulement cette capacité réelle place l'Iran dans les 4 premiers producteurs mondiaux de sucre, mais elle lui permet d'être le second leader mondial des pays exportateurs de sucre (derrière le Brésil) car, contrairement aux autres grands producteurs, la consommation interne iranienne est extrêmement basse.

A titre d'exemple, l'UE produit 21,3 millions de tonnes de sucre et en consomme 15 millions, alors que l'Iran a une consommation interne de seulement 350.000 tonnes. La raffinerie de Haft Tapeh se porte donc extrêmement bien : ses dirigeants n'ont donc aucune excuse pour ne pas rémunérer les ouvriers ou encore se déclarer en faillite. Les rumeurs d'une chute de la production qui serait due à des exportations sauvages sont donc fausses. L'annonce de la faillite est délibérée.

La mise en faillite est la technique fondamentale de l'économie selon le régime : mettre en faillite les usines, licencier les ouvriers, récupérer les terrains pour la spéculation foncière et remplacer ce qui pouvait être produit en Iran par des produits importés, avec des pétrodollars, sur lesquels ils touchent des commissions occultes plus importantes que la plus-value des exportations. Le démantèlement des industries iraniennes est au programme du régime iranien qui bazarde ces richesses pour privilégier l'implantation en Iran des compagnies étrangères et plaire ainsi aux pays occidentaux et aux institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire International, afin qu'ils laissent l'Iran entrer dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Halte aux flagellations et à l'emprisonnement des ouvriers !

Le 1er mai de cette année, deux femmes courageuses, Shiva Kheirabadi et Sousan Razani, participaient aux manifestations de la Fête internationale des travailleurs.

Ces femmes ont été arrêtées, accusées d'un crime contre le régime.

Elles ont été condamnées chacune à 15 coups de fouet et à quatre mois de prison ferme.

Elles ne sont pas les seules. Dans une nouvelle et féroce vague de répression des militants ouvriers, un professeur Kurde (Farzad Kamangar) a été condamné à mort.

Trois hommes (Abdullah Khani, Seyed Qaleb Hosseini, et Khaled Hosseini) ont été condamnés à un total de 120 coups de fouet et à des peines de prison. Afshin Shams a été arrêté et attend de passer au tribunal •

Empêcher l'exécution du syndicaliste enseignant Kamangar!

Farzad Kamangar, enseignant de 33 ans et syndicaliste de la province du Kurdistan iranien, risque d'être exécuté suite à un procès inique.

Ces dernières semaines, l'Internationale de l'éducation (IE) a écrit au gouvernement iranien afin de lui demander de garantir l'équité judiciaire pour Farzad Kamangar et les autres syndicalistes emprisonnés. En dépit des efforts conjoints de diverses campagnes nationales et internationales, la peine de mort prononcée à l'encontre de Farzad Kamangar a été confirmée par la Cour suprême le 11 juillet. En outre, des collègues syndicalistes et des défenseurs des droits humains iraniens, qui ont manifesté leur solidarité avec M. Kamangar, ont fait l'objet de mesures d'intimidation de la part des autorités iraniennes.

L'arrestation, la détention et la condamnation de syndicalistes en raison de leurs activités légitimes de défense des droits humains et syndicaux constituent non seulement des violations graves des droits fondamentaux, mais créent en outre un climat de peur préjudiciable au développement d'activités syndicales en Iran.

Farzad Kamangar, qui a travaillé comme enseignant dans des zones rurales et est un militant des droits de l'homme, est accusé de terrorisme en raison de sa prétendue affiliation au Parti des travailleurs kurdes, le PKK. Selon son avocat, maître Bahramian, il n'existe aucune preuve permettant de justifier l'allégation selon laquelle M. Kamangar aurait « mis en danger la sécurité nationale ». Son avocat, qui n'a pas été autorisé à le défendre, a déclaré que le procès était contraire à l'article 168 de la Constitution iranienne : « Les délits politiques et de presse doivent être jugés publiquement et en présence d'un jury, devant une cour de justice. » Un seul juge a examiné l'affaire en cinq minutes et l'accusé n'a pas été autorisé à s'exprimer.

Un comité de soutien composé de membres de l'Association professionnelle des enseignants, d'anciens collègues de Farzad Kamangar et de défenseurs des droits humains, dont le prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, a été créé le 21 juillet afin de défendre les droits civiques de M. Kamangar et d'entreprendre des actions légales pour commuer sa sentence. A l'issue de la première réunion du comité de soutien, trois enseignants ont été arrêtés et emmenés au centre de détention et de renseignement à Sanandaj, dans le Kurdistan iranien. Deux d'entre eux, Hassan Ghorbani et Kaveh Rostami, sont toujours en détention, tandis que le troisième, Ahmad Ghorbani, a été libéré sous caution après deux semaines. Les partisans de Farzad Kamangar et leur famille sont quotidiennement harcelés par des appels en provenance du ministère du renseignement et de la sécurité nationale.

En plus de s'opposer à la peine de mort, l'IE condamne les tortures infligées à M. Kamangar pendant sa détention et le refus de soins médicaux. Lorsque sa famille a finalement été autorisée à lui rendre visite en prison, ses blessures étaient telles qu'il était incapable de marcher. L'IE a pressé les autorités iraniennes d'enquêter sur les déclarations de torture et de veiller à ce qu'à l'avenir, aucun détenu ne subisse ni torture ni mauvais traitement.

A ce jour, l'Internationale de l'éducation n'a pas d'affilié en Iran. Cependant, l'IE a reçu une demande d'adhésion provenant de l'Association professionnelle des enseignants iraniens et un représentant de cette organisation a été invité à assister au dernier congrès de l'IE, à Berlin en 2007. A son retour du congrès, Mohammad Khaksari a été harcelé par les forces de sécurité. M. Khaksari est aussi un membre actif du « Comité pour sauver Farzad » et fait partie des personnes surveillées par le ministère du renseignement.

Que pouvez-vous faire ?

Faites connaître la situation de Farzad Kamangar et des enseignants en Iran dans votre magazine, sur votre site Internet, lors des réunions et par tout autre moyen approprié

.

Ecrivez aux autorités iraniennes. Votre organisation est invitée à lancer un appel au président iranien afin qu'il fasse :

Réexaminer le cas Kamangar et expliquer plus clairement les charges retenues contre lui et d'autres syndicalistes commuer la condamnation à mort de Farzad ;

Renoncer au recours à la torture ;

Autoriser M. Kamangar à avoir des contacts réguliers avec sa famille et son avocat ;

Cesser le harcèlement à l'encontre des proches de M. Kamangar et des membres du comité pour empêcher son exécution ;

Accepter un dialogue pacifique sur les préoccupations professionnelles des enseignants et enseignantes en Iran.

Les accidents du travail font rage

En Iran, selon les dernières données statistiques, environ 25 000 ouvriers meurent, sont gravement blessés ou subissent un handicap permanent chaque année suite à des accidents du travail. Il faut savoir que les accidents qui surviennent dans les provinces lointaines ou sur les lieux isolés sont exclus de ces chiffres.

Cela signifie la perte de tout moyen d'existence pour au moins 75 familles par jour !

Les statistiques montrent une augmentation alarmante du nombre des accidents du travail. En 2002, ce chiffre atteignait 16 000 ; aujourd'hui, il dépasse le chiffre de 25 000 par an.

La plupart des accidents surviennent dans les mines et le secteur de la construction.

Les conditions de travail sont les causes principales de la mort lente de nombreux ouvriers. Dernier exemple, la catastrophe de Saadat Abad dans laquelle des centaines de travailleurs ont perdu la vie à cause de l'effondrement d'un vaste chantier. Le public n'a appris la nouvelle que grâce à un conflit interne au régime.

Ce genre de tragédies humaines, qui font partie du quotidien des travailleurs en Iran, arrivent, en effet, régulièrement et sans que personne n'en soit informé.

Pour le système capitaliste, c'est le profit qui compte, pas la vie humaine.

La Sucrierie Haft Tappeh : Deux ans de lutte et les résultats

La Sucrierie Haft Tappeh faisait partie des plus grands projets industriels du régime du Chah. L'usine a commencé ses activités en 1975 pour exploiter 12,000 hectares de champs de canne à sucre dans la région du Khouzestan(sud d'Iran). En 1977, la raffinerie de Haft Tappeh devint l'une des plus importantes productrices mondiales de sucre avec une production de 1,3 millions de tonnes (7 fois supérieure à la consommation intérieure qui était alors de 180,000 tonnes).

Aujourd'hui la capacité de sa production est environ de 5 millions de tonnes, 4 fois plus que sa capacité en 1979. Or, entre temps, les autorités ont multiplié par 7 les champs de canne à sucre et les infrastructures, et en plus, les techniques de raffinage se sont améliorées. Selon avis des experts, normalement cette usine devrait produire 11 millions de tonnes et non la moitié affichée qui dépasse largement les besoins du marché nationale et peut apporter des devises par l'exportation.

En 2007, suivant une logique néolibérale, le gouvernement a décidé de privatiser l'usine. Pour cela il importe de grandes quantités de sucre et envisage de céder l'entreprise à l'Ayatollah Djannati, un homme puissant du régime, qui décide, à son tour, de fermer l'entreprise et licencier ses employés, dans le but de construire de grands ensembles résidentiels sur ses terrains et les vendre à des prix plus qu'attractifs! C'est à dire détruire une activité industrielle pour la remplacer par de la spéculation immobilière.

D'abord les travailleurs de ce complexa industriel protestent contre ce projet de liquidation de cette entreprise de plus de cinq mille travailleurs. Après l'échec de tous leurs efforts, une série de grèves se sont déclenchées pour empêcher sa privatisation, sa vente et sa fermeture.

Les revendications se portaient également sur le limogeage du directeur, la dissolution du conseil islamique de travail, la signature d'un contrat collectif, la renouvellement des contrats de 3000 travailleurs temporaires et la non-fermeture de l'entreprise. Et comme tous les grands mouvements ouvriers récents en Iran ils ont revendiqué le droit à la constitution d'un syndicat indépendant. En octobre 2007, les ouvriers de la sucrerie Haft-Tappeh qui, de plus, n'avaient pas été payés depuis plusieurs mois, se sont mis en grève et ont manifesté aux cris de " nous avons faim, payez-nous ! ", les forces de sécurité du régime ont brutalement réprimé la manifestation et les travailleurs ont été molestés par les miliciens du régime.

Durant deux ans, ces travailleurs ont organisé une douzaine actions de protestations collectives de tous genres. A la suite de ces actions ils ont obtenu certains de leurs revendications dont le limogeage du directeur de l'entreprise. Cela a bien encouragé les travailleurs de continuer leur combat sans relâche.

Pendant cette longue période de lutte, les autorités ont utilisé tous les moyens répressifs contre les ouvriers. A chaque occasion les forces de l'ordre du régime ont violemment réagi et il y a eu plusieurs affrontements sanglants. Par exemple, le 5 novembre, la veille d'une grève prévue, M. Ramezan Ali pour, un ouvrier de l'usine a été enlevé par la police secrète et a été sauvagement torturé afin " d'avouer " que lui et ses camarades étaient en train de « planifier » un complot contre la sécurité nationale, (la même accusation portée contre Monsieur Ossalou, le président emprisonné du Syndicat Vahed de la Régie du Transport Urbain de Téhéran et sa Banlieue, pour laquelle il a écopé d'une peine de prison de 5 ans). Mohammad Haydari, un autre ouvrier, a été arrêté et sévèrement matraqué par la police politique.

Deux autres ouvriers, Ghorban Ali Pour et Mohammad Hujari Mehr ont été arrêtés dans la rue et le tribunal de justice du régime les a condamnés chacun à verser l'équivalent de 5000 dollars (équivalent de 3 ans de salaire) pour retrouver la liberté. Evidement par manque de moyens, ils sont restés en prison et leurs camarades pour obtenir leur libération se sont groupés devant la prison et ont menacé de se mettre une nouvelle fois en grève. Ce qu'ils ont obtenu. C'était la première fois que le régime a reculé devant la mobilisation des travailleurs bien déterminée.

Cette victoire les a enhardis. De plus ils ont réussi d'attirer la sympathie de plus en plus forte de la population locale et les travailleurs à travers du pays La dernière action des travailleurs de Haft Tappeh date de 24-25 septembre 2008. Pendant 2 jours ils se sont mis en grève pour obtenir les paiements de leurs salaires et primes et la libération de 2 de leurs camarades arrêtés la semaine précédente. La quasi-totalité des travailleurs et employés du complexe y ont pris part. La grève s'est terminée par une grande victoire et la direction a pratiquement accepté toutes leurs revendications.

La suite est encore plus probante. Après deux ans de lutte et sacrifice, d'emprisonnement et de privation, les travailleurs de Haf Tappeh ont décidé aller plus loin et en dépit de l'opposition acharnée du régime, créer leur syndicat indépendant.

En octobre 2008, au cours d'une assemblée générale avec la participation de la majorité des salariés du complexe, le « Syndicat des Travailleurs de la Sucrierie de Haft Tappeh » a été refondé et neuf ouvriers ont été élus à sa direction aux bulletins secrets. Les services de sécurité (la police politique) de l'usine étaient présents mais ils se sont contenté à « surveiller » et ne sont pas intervenue. La refondation de ce syndicat, après deux années de luttes héroïques et sans concession et, surtout, sans une demande d'autorisation de l'Etat est une grande victoire pour le mouvement ouvrier iranien et montre que le niveau de conscience de classe et de lutte de ces travailleurs a franchi un palier important.

600 infirmières protestent à Yazd

Le 4 août, 600 infirmières ont manifesté pour réclamer leurs salaires impayés depuis six mois. La protestation s'est déroulée hors du centre médical Sadoughi, dans le centre de la ville de Yazd.

« En plus de nos salaires impayés, nous n'avons pas reçu nos autres prestations et notre assurance-maladie est en mauvais état », a déclaré une infirmière en chef qui participait à la manifestation.

Le patron du centre médical Sadoughi a informé le personnel infirmier que *« le centre n'a pas de budget pour les payer maintenant et qu'elles seront payées lorsque les fonds seront disponibles ».*

En 2007, des milliers de travailleurs ont fait grève pour réclamer leurs salaires impayés dans les grandes usines comme celle de sucre de canne de la ville méridionale de Chouch, l'usine automobile Iran Khodro et celle de pneus Kiyon, dans la banlieue de Téhéran.

Dimanche 10 août, les employés de Kiyon ont brûlé symboliquement des pneus usagés pour attirer l'attention des automobilistes sur la route qui relie Téhéran à Saveh •

Publié par : Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran

<http://www.iran-echo.com>

Adresse: S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

E-mail: sstiran@yahoo.fr